



Tamanrasset

Un terroriste se rend aux autorités militaires

Page 24

Les DEBATS

Votre quotidien national

Des ravages enregistrés dans plusieurs régions du pays

Feux de forêts, pertes et psychose

Les feux de forêts menacent désormais la population à travers différentes wilayas du pays. Outre le bébé décédé, avant-hier, dans la wilaya de Blida, des citoyens pris au piège sur une route nationale, ont failli perdre la vie à Mila.

Page 3



Urbanisme et cadre de vie

Les nouvelles aspirations de la société



Par Saâd Taferka

La démolition, la semaine dernière, de près de 500 constructions illicites dans le périmètre urbain de la ville d'Oran est-elle un signe d'un début de la reprise en main des affaires de la cité par les pouvoirs publics ?

La question mérite d'être posée lorsqu'on connaît le nombre d'opérations de ce genre, effectuées au cours de ces dernières années, mais qui n'ont pas connu de suite. Des opérations sporadiques, en quelque sorte, auxquelles ont succédé de longues périodes de «répit» pendant lesquelles sont construites des milliers d'autres bâtisses ou bicoques à la périphérie des grandes villes et des villes de moyenne dimension. Parfois, ces constructions sont érigées au cœur de la ville lorsqu'une poche foncière demeure encore inexploitée. Un nouveau phénomène est apparu au cours de ces dernières années, ce sont les bosquets et ceintures vertes à la lisière du périmètre urbain qui sont convoités par des personnes ou des ménages qui tentent de s'établir en ville après avoir abandonné, pour une raison ou une autre, la bourgade ou le village rural.

Constantine, Annaba, Djelfa, Chlef et autres grands chefs-lieux de wilaya portent ainsi l'empreinte d'une évolution urbanistique frappée du double sceau de l'irrégularité : d'abord, par l'évolution peu orthodoxe du tissu urbain tel que l'on décide les pouvoirs publics, ensuite par la greffe de l'illégalité qui se matérialise par le squat du foncier et les constructions illicites (bidonvilles, cités anarchiques, lotissements non prévus par la réglementation de l'urbanisme...), outre la dénudation des espaces verts à laquelle se livrent parfois les tenants de telles pratiques.

L'urbanisation effrénée, et souvent anarchique, a conduit un grand nombre d'anciennes cités et de nouveaux villages à vivre le phénomène de rurbanisation, qui imprime une hybridité asphyxiante aux milieux de vie, ne pouvant plus se situer dans la cidadinité, tout en ayant déjà rompu les amarres avec la vie rurale.

Page 4

Après le décès de deux parturientes

Audit à l'hôpital Mère-Enfant de M'Sila

Page 24



Vente de moutons

Vers un Aïd El Adha sans anarchie

Afin d'éviter l'anarchie qui règne la veille de l'Aïd avec les «souks» anarchiques de vente de moutons, des mesures ont été prises, notamment à Alger et Ouargla pour que les opérations de vente de fassent dans de meilleurs conditions.



Par S. A. Mohamed

Les services de la wilaya d'Alger ont arrêté, en effet, une liste de 128 sites autorisés à la vente des bêtes du sacrifice au titre de l'Aïd El Adha 2019, distribués sur 42 communes de la wilaya, avec près de 150 médecins vétérinaires mobilisés pour superviser l'abattage et s'assurer de l'innocuité de la viande, a indiqué, jeudi, M. Abdelhalim Yousfi, inspecteur vétérinaire de la wilaya d'Alger. Conformément à la décision n°4159 du 23 juillet dernier émanant du wali d'Alger, une liste de 120 points de vente agréés de bêtes du sacrifice en prévision de l'Aïd El Adha 2019 a été arrêtée, répartis sur 42 communes d'Alger, dont 13 sites réservés aux éleveurs venant d'autres wilayas, a précisé M. Yousfi dans une déclaration à l'APS, faisant savoir que cette procédure visait le rapprochement des vendeurs de première main des acheteurs algérois en leur permettant

d'avoir un mouton à un meilleur prix. Au total, 148 vétérinaires veilleront sur le contrôle de l'innocuité du mouton le jour de l'Aïd et le bien-être du consommateur, dont 12 médecins au niveau des abattoirs d'El Harrach, des Eucalyptus et de Zéralda. Les vétérinaires tenteront d'effectuer des visites même au niveau des points de vente anarchiques la veille de l'Aïd pour apporter conseils et recommandations aux citoyens qui sont appelés, selon lui, à signaler tout cas suspect. En sus de deux équipes mobiles composées de quatre médecins vétérinaires, l'Inspection vétérinaire a mobilisé également une équipe de permanence au niveau des services agricoles de wilaya, a révélé M. Yousfi, appelant par la même les citoyens à l'impératif de faire preuve de civisme et d'éviter le jet anarchiques des restes du sacrifice parfois à l'origine de plusieurs maladies. Pour ce faire, le secteur privé, dont le nombre de vétérinaires sera fixé la veille de cette fête religieuse, sera égale-

ment au rendez-vous. Le ministère de l'Agriculture avait fait état de quelque 2 000 vétérinaires publics et 9 000 autres privés mobilisés pour renforcer le contrôle du déplacement, de la vente et de l'abattage du bétail, et garantir le bien-être du consommateur en prévision de l'Aïd el Adha. La Fédération nationale des éleveurs de bétail avait rassuré, pour sa part, sur la disponibilité des moutons sur le marché national, avec près de 28 millions de têtes, affirmant que l'offre sera toujours supérieure à la demande, quel que soit le nombre de moutons qui sera sacrifié cette année. A Ouragla, 18 points de vente ont été selon l'Inspection vétérinaire de la wilaya. Susceptibles de satisfaire la demande et contribuer au contrôle du cheptel, ces points de vente ont été ouverts dans 18 communes, dont Ouargla et Touggourt, ainsi que les plus grandes agglomérations urbaines de la wilaya, a précisé l'inspecteur vétérinaire, El Bouti Khamra. Le responsable a fait part aussi de la

désignation de trois points autorisés pour l'abattage, mis à la disposition des citoyens au niveau des abattoirs des communes de Ouargla et Tébesbest (wilaya déléguée de Touggourt) et Hassi Messaoud. Afin de protéger la santé du citoyen, des instructions ont été données aux présidents des Assemblées populaires communales, en coordination avec la direction des services agricoles, pour charger des vétérinaires du contrôle du cheptel à sacrifier, des points de vente et de la santé des bêtes à immoler, a-t-il fait savoir. Une brigade mobile composée de vétérinaires et de techniciens de la santé (des secteurs public et privé), a été mise en place pour effectuer des tournées à travers les marchés et points de vente, ainsi que la mobilisation des équipes d'hygiène relevant des communes pour la collecte et le transports des restes des sacrifices aux centres d'enfouissement techniques, a-t-il ajouté.

S.A.M.

Il vient d'être créé Un comité national contre les maladies à transmission hydrique

Le décret exécutif portant création d'un comité national de prévention et de lutte contre les maladies à transmission hydrique, fixant ses missions, son organisation et son fonctionnement vient d'être publié au *Journal officiel* dans son dernier numéro.

Placé auprès du ministère de l'Intérieur, ce comité est «un organe permanent d'aide à la décision, de concertation, de coordination, de soutien, de suivi et d'évaluation en matière de prévention et de lutte contre les maladies à transmission hydrique (MTH)». Il dispose d'un comité opérationnel et des comités de wilaya, de circonscription administrative, de daïra et de commune.

Il est chargé notamment d'«élaborer et d'adopter les programmes de prévention et de lutte contre les MTH au niveau national et de déterminer les mécanismes de leur mise en oeuvre, d'évaluer les ressources humaines, matérielles et financières à mobiliser par les secteurs concernés pour mettre en oeuvre les programmes de prévention et de lutte contre ces maladies».

Le comité est chargé également de «renforcer la coordination entre les secteurs par la proposition de mesures opérationnelles communes, d'élaborer un plan d'information, de communication et de sensibilisation intersectoriel, de donner son avis sur tout projet de texte législatif ou réglementaire relatif à la prévention et à la lutte contre les MTH».

Il est appelé, en outre, à «recevoir, évaluer et valider les rapports d'activités établis par les différents secteurs concernés, le comité opérationnel et les comités locaux, suivre l'évolution de ces maladies et l'exécution des mesures prises en matière de lutte».

Il s'agit, en outre, de «proposer toute action de recherche en rapport avec les missions de ce comité, élaborer un rapport annuel sur ses activités en matière de prévention et de lutte contre les MTH et le transmettre au Premier ministre, au ministre des Finances et aux secteurs concernés».

L. M.

Lors du rite de lapidation de Satan

Répartition des hadjis pour éviter les bousculades

Le membre de la commission de la fatwa de la mission algérienne du Hadj à La Mecque (Arabie Saoudite), Moussa Ismaïl, a affirmé hier, que l'introduction du système de répartition des pèlerins en groupe lors du rite de lapidation de Satan adopté l'année dernière «permettra de limiter les bousculades lors de lapidation et durant les jours de tachriq ce qui assure la sécurité des hadjis».

Dans une déclaration à l'APS, M. Ismaïl a insisté sur «le respect de la jurisprudence par les hadjis algériens lors de la lapidation de Satan en évitant tout ce qui pourrait porter atteinte aux rites du Hadj».

Pour ce qui du problème jurisprudentiel évoqué par les pèlerins qui devraient aller directement à Arafat sans pouvoir passer la nuit à Mina,

le membre de la commission de la fatwa a indiqué qu'il s'agissait d'une mesure purement organisationnelle, d'autant que les autorités saoudiennes ne permettent pas aux bus de s'arrêter à Mina.

Il a appelé, par ailleurs, les hadjis à «l'impératif de respecter les orientations présentées par les imams et les guides relevant de la mission algérienne».

Pour sa part, le membre de la commission de la fatwa, Lakhmissi Bezzaz, a expliqué que le rite de lapidation de Satan commençait après l'arrivée des hadjis à Mina en venant de Arafat, passant par Mouzdalifa. La mission, a-t-il poursuivi, veille à ce que les pèlerins respectent les horaires réservés à ce rite en vue de préserver l'ordre public, mais aussi pour la sécurité

des hadjis». Par ailleurs, 120 personnes âgées nécessiteuses, prises en charge par la Présidence de la République, se sont rendues aux Lieux Saints pour accomplir les rites du Hadj, a indiqué jeudi la ministre de la Solidarité nationale, de la Familles et de Condition de la femme, Ghania Eddalia.

Accompagnée de la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatima Zohra Zerouati, Mme Eddalia a précisé, lors d'une rencontre avec ces personnes âgées que «le ministère de la Solidarité nationale a veillé à ce que toutes les conditions soient réunies pour réussir cette opération et garantir un bon séjour à cette délégation de 120 personnes dont 36 femmes âgées entre 60 et 70 ans».

«Plusieurs citoyens issus de familles nécessiteuses ou ayant de modestes revenus ainsi que des pensionnaires des maisons de vieillesse ont bénéficié de cette opération qui a touché les quatre coins du pays», a-t-il mis en avant.

«La délégation séjournera aux Lieux Saints durant 31 jours y compris les deux jours de l'aller et du retour», a-t-elle ajouté, soulignant que «les hadjis seront accompagnés et encadrés par un staff administratif et médical de sept personnes équipées de matériel médical nécessaire».

Les hadjis bénéficieront d'un «séjour en pension complète dans les deux Lieux Saints ainsi que de sacs personnels spécial Hadj», a fait savoir Mme Eddalia.

«Les services du ministère de la

Solidarité ont oeuvré, au niveau central et local, et en coordination avec les autorités locales de toutes les wilayas, à prendre toutes les mesures administratives et médicales pour l'accompagnement de ces hadjis», a-t-elle mis en avant.

La ministre a appelé les hadjis à «l'entraide et à la solidarité et à se conformer aux orientations et conseils de l'équipe les accompagnant, tout en veillant à donner une image positive des hadjis algériens et à bien représenter le pays».

Pour leur part, les hadjis ont tenu à remercier la Présidence de la République pour cette louable initiative qui leur a permis d'accomplir les rites du Hadj, priant Dieu de préserver l'Algérie et tous les pays musulmans.

Reda A.

Des ravages enregistrés dans plusieurs régions du pays

Feux de forêts, pertes et psychose

Les feux de forêts menacent désormais la population à travers différentes wilayas du pays. Outre le bébé décédé, avant-hier, dans la wilaya de Blida, des citoyens, pris au piège sur une route nationale, ont failli perdre la vie à Mila. L'ampleur des incendies fait que la Protection civile trouve tout le mal du monde à circonscrire le feu. Dans certaines régions du pays, les citoyens ont peur pour leur biens, mais surtout pour le vie.



Par Karima Nacer

L'été a été caractérisé par le départ de grands incendies. Les différents bilans dressés depuis le début de l'été renseignent sur une situation chaotique. Les fortes chaleurs ont été accompagnées par le départ de nombreux foyers d'incendie, enregistrés dans plusieurs wilayas du pays. Ces feux de forêts ont causé la destruction de milliers d'hectares d'arbres, de maquis et d'arbres fruitiers. Dans certaines wilayas, les feux de forêts ont même menacé des habitations. L'intervention des éléments de la Protection civile a permis d'éviter le pire.

Si certains foyers d'incendie ont été vite maîtrisés pas les éléments de la Protection civile, d'autres sont restés actifs jusqu'à épuisement d'hectares de broussailles et d'arbres fruitiers en raison de manque de moyens, notamment les accès dans certaines zones. Alger, Annaba,

Constantine, Béjaïa, Tizi Ouzou, Tipasa, Bouira et Blida sont les wilayas les plus touchées.

Dans la wilaya de Tizi Ouzou, la densité des feux a même nécessité le recours à des moyens sophistiqués pour éteindre les flammes. Ainsi, deux hélicoptères bombardiers d'eau ont été utilisés en renfort par la Protection civile pour maîtriser un incendie qui s'est déclaré dans le Parc national du Djurdjura sur sa partie située sur le territoire de la wilaya de Tizi Ouzou.

La cause de ces incendies, selon la direction générale des forêts, il n'y a pas que la chaleur de l'été qui en est la cause, mais l'on cite le facteur humain comme principale cause de ces incendies.

En attendant un bilan plus exhaustif de la Protection civile, des cas d'asphyxie et de malaise sont enregistrés dans différentes régions du pays à cause de la fumée.

Dans la wilaya de Blida, des

apiculteurs ont été touchés par ces incendies.

Pis encore, un drame s'est produit jeudi dernier où une fillette de 2 ans a été carbonisée à l'intérieur de sa maison située à proximité de la forêt de Aïn Romana, qui a pris feu. Deux incendies se sont déclarés jeudi, dans la région de Rayhane à Aïn Romana et Djelalta dans les monts de Chrèa. Les feux se sont vite propagés à cause des grands vents vers les habitations situées à proximité. Les parents de la fillette ont été blessés par des brûlures de 1^{er} degré alors que la fillette a été asphyxiée par la fumée. Plusieurs incendies ont été enregistrés dans les dernières heures à Blida, Ouled Yaïch, Bab Djazair. Tous les moyens ont été mobilisés pour la protection des habitations à Djelalta par la mobilisation de la colonne mobile ainsi que la protection du patrimoine forestier.

Dans certaines wilayas, comme Bouira, les flammes ont

atteint des élevages animaliers. Le tout sous une canicule étouffante. A Mila, un incendie s'est déclaré dans la forêt Beni Afak où des familles ont été encerclées par les flammes. Deux personnes ont été brûlées à divers degrés et plusieurs habitations ont été calcinées, selon un premier bilan fourni par la Protection civile.

La direction de la Protection des forêts a indiqué, dans un récent bilan, que du 1^{er} juin au 24 juillet, 1 126 foyers d'incendie ayant parcouru une superficie totale de 7 820,53 ha affectant 1 886,71 ha de forêts, 2 327,43 ha de maquis et 3 606,39 ha de broussailles, soit une moyenne de 18,45 foyers/jour et une superficie de 6,94 ha/foyer. En raison des risques persistants durant cette période, la DGF fait appel aux citoyens, notamment aux populations riveraines, d'observer plus de vigilance et d'apporter leur contribution sur le plan d'alerte et de la prévention.

K. N.

Mouvement El Islah

Ghouini appelle à la contribution au dialogue

Le président du Mouvement El Islah, Filali Ghouini, a appelé, samedi à Alger, l'ensemble des acteurs politique à la contribution au dialogue en vue de mettre une feuille de route consensuelle devant réaliser un changement profond dans tous les domaines.

S'exprimant à l'ouverture de la session ordinaire du bureau national du mouvement, M. Ghouini a indiqué que son parti «insiste sur la nécessité de lancer un dialogue sérieux pour parvenir à des solutions objectives et constructives à cette conjoncture politique», se disant «satisfait» quant à la mise place du panel de dialogue qui devrait, a-t-il dit, «lancer un dialogue sérieux et responsable permettant de parvenir à des solutions consensuelles, réalisables, réalistes et objectives».

«Seul le dialogue sérieux peut fait l'objet d'un large consensus pour sortir le pays de cette crise», a estimé le président du mouvement El Islah, affirmant la «contribution de son parti au processus de ce dialogue et au renforcement de l'effort national visant à préparer les différents projets et textes législatifs relatifs à la prochaine élection présidentielle». Le bureau national, a-t-il ajouté, s'attellera à formuler une série de propositions pour les soumettre au panel. Exprimant son souhait de voir «l'Algérie réussir dans l'organisation de rendez vous présidentiel avec une large participation, M. Ghouini a souligné l'impératif d'approfondir les réformes et les changements pour renforcer davantage la sécurité et la stabilité».

Par ailleurs, il a insisté sur la nécessité de préserver le pouvoir d'achat des citoyens et de concrétiser les dernières mesures prises par le gouvernement afin de préserver les droits des travailleurs et les postes d'emploi, outre les sociétés dont les propriétaires sont poursuivis par la justice ou encore celles souffrant de problèmes financiers».

L. F.

Initié par le ministère du Commerce

Un conclave des jeunes promoteurs en septembre

Par Rachid Chihab

Le ministre du Commerce, Saïd Djellab, a annoncé la tenue, en septembre prochain, d'une rencontre nationale regroupant les jeunes promoteurs issus des différentes régions du pays dans le but de développer les startups et d'accompagner les porteurs de projets ciblés, a indiqué un communiqué du ministère.

Après avoir présidé, jeudi à Alger, une réunion de coordination avec un groupe de jeunes promoteurs, M. Djellab a appelé ces derniers à participer en masse à la réunion nationale prévue en septembre et devant regrouper les jeunes promoteurs, ajoutant que cette rencontre vise à mettre en

place des mécanismes opérationnels pour développer les startups et assurer l'accompagnement de projets ciblés, en sus d'encourager l'esprit entrepreneurial pour la création d'entreprises efficaces qui représentent l'avenir de l'économie nationale. M. Djellab a également exhorté les jeunes promoteurs à se rapprocher des services du ministère du Commerce pour «s'informer des modalités de la participation à cette rencontre», soulignant «son attachement à prendre les mesures nécessaires, notamment juridiques pour le développement des projets de start-up, en vue d'encourager et de promouvoir l'esprit entrepreneurial chez les jeunes Algériens».

La rencontre à laquelle a pris part une représentante du Premier ministre chargé de ce dossier, a été ponctuée par le débat de plusieurs thèmes liés au développement des startups en Algérie. Pour rappel, le Premier ministre avait donné de fermes instructions à plusieurs secteurs ministériels concernés par ce dossier pour l'examen et la proposition de solutions efficaces pour la promotion et le développement de l'esprit entrepreneurial chez les jeunes spécialisés dans ce genre d'entreprises.

Notons que des jeunes bénéficiaires de projets dans le cadre de l'emploi des jeunes (Ansej), réclament depuis plusieurs années des mesures en leur

faveur. En clair, ils réclament l'effacement des dettes et à un accès plus fluide aux marchés publics, notamment en cette période de crise. Ils estiment que le climat socio-économique actuel n'est pas favorable à la réalisation des bénéficiaires, par ricochet à rembourser les dettes accumulées auprès des banques publiques.

En réponse à cette demande, le gouvernement de Noureddine Bedoui a rassuré les jeunes en difficultés de remboursement de la décision des pouvoirs publics de ne pas ester en justice les jeunes entrepreneurs endettés en justice en attendant une solution durable à leur problème.

La plupart des jeunes bénéficiaires des aides Ansej opèrent dans le domaine du Btph (bâtiment, travaux publics et hydraulique). Le recul de la demande en la matière en raison de la conjoncture financière de plus en plus difficile a accentué les pertes de ces jeunes.

Il y a lieu de noter également, que le ministère du Commerce a supprimé, cette année, l'obligation d'avoir un local pour pouvoir créer une entreprise. Une adresse postale est désormais suffisante pour avoir un registre de commerce. Cette mesure vise à encourager les jeunes à créer leurs propres entreprises et à se lancer dans le monde de l'entrepreneuriat.

R. C.

Urbanisme et cadre de vie

Les nouvelles aspirations de la société

La démolition, la semaine dernière, de près de 500 constructions illicites dans le périmètre urbain de la ville d'Oran est-elle un signe d'un début de la reprise en main des affaires de la cité par les pouvoirs publics ?



Par Saâd Taferka

La question mérite d'être posée lorsqu'on connaît le nombre d'opérations de ce genre, effectuées au cours de ces dernières années, mais qui n'ont pas connu de suite. Des opérations sporadiques, en quelque sorte, auxquelles ont succédé de longues périodes de «répit» pendant lesquelles sont construites des milliers d'autres bâtisses ou bicoques à la périphérie des grandes villes et des villes de moyenne dimension. Parfois, ces constructions sont érigées au cœur de la ville lorsqu'une poche foncière demeure encore inexploitée. Un nouveau phénomène est apparu au cours de ces dernières années, ce sont les bosquets et ceintures vertes à la lisière du périmètre urbain qui sont convoités par des personnes ou des ménages qui tentent de s'établir en ville après avoir abandonné, pour une raison ou une autre, la bourgade ou le village rural.

Constantine, Annaba, Djelfa, Chlef et autres grands chefs-lieux de wilaya portent ainsi l'empreinte d'une évolution urbanistique frappée du double sceau de l'irrégularité : d'abord, par l'évolution peu orthodoxe du tissu urbain tel que l'on décidé les pouvoirs publics, ensuite par la greffe de l'illégalité qui se matérialise par le squat du foncier et les constructions illicites (bidonvilles, cités anarchiques, lotissements non prévus par la réglementation de l'urbanisme...), outre la dénudation des espaces verts à laquelle se livrent parfois les tenants de telles pratiques.

L'urbanisation effrénée, et souvent anarchique, a conduit un grand nombre d'anciennes cités et de nouveaux villages à vivre le phénomène de rurbanisation, qui imprime une hybridité asphyxiante aux milieux de vie, ne pouvant plus se situer dans la citadinité, tout en ayant déjà rompu les amarres avec la vie rurale. Indiscutablement, ce processus entamé timidement sous la colonisation, accéléré sous le

règne de la politique d'industrialisation ayant touché les grandes villes du pays dans les années soixante-dix du siècle dernier, connaît sa vitesse de croisière pendant la période appelée «décennie noire», laquelle s'étend réellement sur presque vingt ans. La mobilité de la population, dans le sens de l'exode de la campagne vers la ville, a conféré un nouveau visage aux villes, une autre configuration aux rues et boulevards et une promiscuité stressante aux quartiers et cités. Les bidonvilles, que le gouvernement de Chadli avait commencé à éliminer - en «renvoyant» leurs occupants vers leurs régions d'origine, se sont reconstruits et ont bénéficié d'un nouveau souffle dès le début des années 1990 à la faveur du climat d'insécurité qui commençait à régner sur les montagnes et dans les bourgades enclavées. Cet état de fait s'ajouta aux anciennes motivations strictement économiques qui ont fait fuir des milliers de ménages vers des zones qui offraient encore de l'emploi, ne serait-ce que dans le créneau de l'informel. Car, même ce dernier n'avait pas beaucoup de chances de fleurir dans les régions reculées où régnait la pauvreté, sachant que le pouvoir d'achat était drastiquement réduit sous le régime de l'ajustement structurel dicté alors par le FMI à l'Algérie dans le cadre du rééchelonnement de sa dette extérieure.

Le résultat des courses est que le nouveau «cosmopolitisme» sans âme régnant dans les villes et la «bidonvilisation» rampante d'anciens quartiers paisibles ou de terrains attenants aux périmètres urbains, ont généré des pratiques et comportements qui siéent mal aux canons de la vie urbaine et de la citadinité. Le premier à en souffrir, c'est le cadre de vie sous ses aspects les plus saillants, à savoir la disparition des espaces verts, la constitution de rigoles et de lagunes d'eaux usées un peu partout, y compris devant les hôpitaux et certaines institutions de l'Etat, la multiplication d'ordures et de

décharges sauvages, des actes de délinquance contre certains équipements publics (à l'image des installations ludiques et récréatives placées dans les jardins publics), de nouvelles constructions illicites, débordant parfois sur la rue au point de lui enlever une partie de son emprise, et d'autres phénomènes, les uns plus complexes que les autres. Que l'on se rappelle les inondations qui ont affecté Bab El Oued en novembre 2001. En fait, techniquement, il ne s'agit pas d'inondations au sens strict du terme; ce concept est utilisé pour des villes de plaine où les eaux en furie ne trouvent pas de débouché. Dans notre cas, il s'agit d'éboulements d'une partie de la montagne du Beaufraisier. La boue reçue en aval (Triolet, Les Trois horloges), a mobilisé des engins de travaux publics pendant plusieurs jours pour son évacuation. Le détachement d'une épaisse quantité de sol sous forme boueuse - qu'on appelle l'érosion en nappe - est principalement dû au déboisement dont a fait l'objet le sommet de la crête allant de Bouzaréah à Notre-Dame d'Afrique, le long du chemin pittoresque du Beaufraisier, aujourd'hui envahi par le béton.

Déliquescence des valeurs

La tendance à l'occupation illicite des poches foncières urbaines et à l'édification anarchique d'habitations sont aujourd'hui plus préoccupantes que jamais. La dégradation du cadre de vie ne cesse de prendre de l'ampleur dans ces nouvelles zones d'habitat et ce, dans un climat caractérisé par un certain niveau de laxisme de certaines structures publiques chargées du maintien et de la promotion du cadre de vie, la déliquescence des valeurs morales rongées par la corruption, active et passive, et le recul de l'autorité de l'Etat.

Il s'ensuit que le constat relatif à la dégradation du cadre de vie en Algérie est des plus accablants. Notre pays s'expose chaque jour à l'insalubrité et aux phénomènes

issus des conséquences d'atteinte à l'environnement. Les diverses atteintes à l'environnement et au cadre de vie sont plus visibles que jamais et ne relèvent plus du mystère. On peut en prendre connaissance, aussi bien dans des quartiers urbains résidentiels, dans des centres limitrophes des zones industrielles, que les zones de l'arrière-pays montagneux, pourtant considéré, jusqu'à il y a quelques années, le dernier rempart contre toute forme d'altération de la nature et de ses vertus.

Presque chaque année, à la faveur des grands orages qui annoncent le printemps, des villes et villages algériens plongent dans la boue et des accumulations d'eau dans les boulevards; des maisons sont infiltrées par les eaux de pluie jusqu'à causer de grands dégâts faisant des victimes.

L'opinion et même une partie des responsables administratifs continuent à se poser des questions pour savoir pourquoi et comment se répètent des cas d'éboulement affectant des terrains réputés naguère bien solides, des cas de maladies infectieuses évoluant en épidémies mortelles, ou de maladies allergiques touchant enfants et adultes. D'autres interrogations concernent les explications sur la diminution des capacités de stockage des barrages hydrauliques et sur retour de certaines pathologies que le système de prévention algérien avait déjà vaincues dans les années 1970. L'examen primaire de la situation des villages, villes et bourgades d'Algérie révèle qu'ils sont devenus de géants cloaques d'eaux usées et de nauséux monticules de déchets pour la plupart non biodégradables (sachet en plastique, bidon et bouteille...).

Les opérations de nettoyage menées par des «volontariats» décidés par le gouvernement ont été plutôt des campagnes sans lendemain. L'industrie du recyclage n'existe presque pas. D'où le manque de souci du tri des déchets ménagers et des déchets industriels, sans parler du danger sans

pareil que représentent les déchets hospitaliers, généralement incinérés d'une façon non réglementaire. En se «réveillant» quelque peu à la donne environnementale, les techniciens et des acteurs de la société civile commencent à s'inquiéter du sort qui sera réservé à la qualité de l'eau des derniers barrages hydrauliques construits depuis le début des années 2 000, et ce, au vu de l'énorme volume d'eaux usées déversées par les dizaines de villages situés dans leurs bassins versants respectifs. Les capacités d'auto-épuration du sol, souvent mises en avant, à ses propres limites face à la très forte industrialisation et à la croissance démographique exponentielle. Cette donnée ne pourra réellement être prise en charge que par l'installation des stations de traitement en amont du plan d'eau. Ce n'est que cette année que le barrage de Taksebt, à Tizi Ouzou, a bénéficié de l'inscription de stations d'épuration en amont, alors que l'ouvrage est fonctionnel depuis une dizaine d'années.

Gap entre les textes et la réalité

Dans certains sites de la ville, les amas d'ordures ménagères et d'autres rejets de diverses natures et provenances, y compris devant les structures sanitaires et devant certains édifices publics, ne surprennent plus, tellement les citoyens, et même les responsables administratifs ou élus, sont habitués à un tel spectacle. Comment faire jouer, dans ce cas, l'attractivité touristique du pays dans un moment où des documents de plusieurs milliers de pages sont réservés aux études de nouvelles zones touristiques et aux investissements hôteliers ?

L'alimentation quotidienne des Algériens n'échappe pas, non plus, aux incertitudes liées à sa production, à son conditionnement, au respect ou non de la chaîne de froid et au sérieux de son étiquetage (fabrication et péremption). Les intoxications collectives lors de fêtes de mariage, dans les cités universitaires, et même dans des hôpitaux sont des signes qui ne trompent pas sur la déliquescence de l'hygiène dans notre pays et sur le laxisme des pouvoirs publics en matière de contrôle des produits, des ateliers de fabrication, des magasins et superettes.

Les sources des diverses nuisances, pollutions et maladies se multiplient aujourd'hui au rythme du nouveau mode consommation permis par un niveau de vie qui dénote une fausse prospérité du pays. Un mode consommation qui n'a encore reçu aucune espèce d'encadrement sanitaire, et qui s'ouvre sur tous les aléas touchant à la santé et la quiétude des citoyens. Les maladies générées par l'achat de vêtements dans les magasins de friperie (gale, champignons...) n'ont, à notre connaissance, déclenché aucune enquête permettant de réglementer sérieusement ce type de commerce. L'Algérie regorge pourtant de textes de lois et de réglementations inhérents à ce domaine de la vie en société et à d'autres aspects du cadre environnemental. Mais, il y a un sérieux gap entre les textes et leur application sur le terrain.

Pétrole

Le panier de l'Opep recule à 63,54 dollars le baril

Le prix du panier de quatorze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), a reculé de 1,99 dollars pour finir à 63,54 dollars le baril jeudi, contre 65,53 dollars le baril mercredi, a indiqué l'Organisation pétrolière sur son site Web.



Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon),

Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie Saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela).

Les cours du pétrole souf-

fraient jeudi de la vigueur du dollar, au lendemain de la baisse des taux annoncée par la Réserve fédérale américaine (Fed) associée à un discours prudent sur l'avenir de la politique monétaire.

A Londres, le baril de Brent de

la mer du Nord pour livraison en octobre, dont c'est le premier jour d'utilisation, perdait cents à 64,39 dollars.

A New York, le baril de WTI pour livraison en septembre valait 57,85 dollars, soit 73 cents de moins qu'à la clôture de mercredi.

«Le dollar a commencé à se renforcer mercredi et les marchés d'actions et le pétrole ont fondu», a rapporté Tamas Varga, analyste.

Une faiblesse «qui continuait de se faire sentir jeudi», a-t-il continué.

L'or noir étant libellé en dollars, une hausse du billet vert le rend plus onéreux pour les investisseurs utilisant d'autres devises.

Il y a lieu de rappeler que l'Opep et ses dix partenaires ont décidé, début juillet, de prolonger leur accord de réduction de la production pour une durée de 9 mois à partir du 1^{er} juillet afin de soutenir les cours de l'or noir sur le marché mondial.

L'Organisation avait décidé, en décembre 2018, avec 10 autres pays producteurs non-Opep, la Russie à leur tête, d'une baisse conjointe de leur production de 1,2 million de barils/jour à partir du 1^{er} janvier 2019, pour une période de six mois, avec une réduction de 800 000 barils/jour par l'Opep et de 400 000 barils/jour par ces pays producteurs non Opep.

T. K.

L'Irak et le Koweït vont étudier l'exploitation des champs pétroliers à leur frontière

L'Irak et son voisin le Koweït ont signé vendredi un contrat avec le cabinet de conseil britannique en énergie, ERC Equipose, pour la préparation d'une étude sur l'exploitation des champs pétroliers situés sur la frontière commune des deux pays, a indiqué le ministère irakien du pétrole dans un communiqué.

«Cette signature constitue une étape importante dans le renforcement des relations bilatérales», a déclaré le directeur général du département des licences pétrolières subordonné au ministère irakien du Pétrole, coté dans le communiqué.

Elle met également en lumière «la volonté du gouvernement (irakien) et du ministère de résoudre toutes les questions en suspens entre les deux pays».

«Le cabinet de conseil britannique nous fournira toutes les informations relatives aux réserves de pétrole ainsi que d'autres données, ce qui ouvrira la voie à des investissements conjoints de l'Irak et du Koweït», a indiqué M. al-Amidi.

Pour sa part, le porte-parole du ministère Asim Jihad a estimé que la signature du contrat avec la société britannique «préparera des études techniques sur les gisements de

pétrole situés sur la frontière commune», a indiqué la même source.

Les champs pétroliers à la frontière irako-koweïtienne avaient été une source de tensions entre les deux pays avant et pendant la guerre de 1990, lancée par l'ancien président irakien, Saddam Hussein, contre le Koweït.

Bagdad avait accusé Koweït à maintes reprises d'avoir pompé du pétrole situé sur son territoire, accusations rejetées par ce dernier.

Le contrat, signé le jour de l'anniversaire de cette guerre, s'inscrit dans le cadre des efforts des deux pays de tourner la page.

H. Y.

Au deuxième semestre

La Chine continuera d'appliquer une politique monétaire prudente

La banque centrale chinoise a déclaré vendredi, que le pays maintiendrait sa politique monétaire prudente «ni trop austère ni trop laxiste» et procéderait à des ajustements de manière opportune et modérée au deuxième semestre de l'année.

La Banque populaire de Chine (PBOC) utilisera divers outils de politique monétaire et adoptera des ajustements anticycliques pour maintenir les liquidités à un niveau raisonnable et suffisant, a-

elle déclaré lors d'une conférence vidéo et téléphonique nationale.

Le rythme de croissance de la masse M2, une mesure large de l'offre monétaire couvrant les liquidités en circulation et l'ensemble des dépôts, ainsi que les financements sociaux, devrait être proportionnel à la croissance du PIB nominal, a indiqué la banque.

Parallèlement, la banque centrale a appelé à l'amélioration du mécanisme de transmission de la

politique monétaire à l'économie réelle et à une plus grande stimulation de la vitalité des micro-entreprises sur le marché.

En ce qui concerne la prévention et le désamorçage des risques financiers majeurs, la banque a mis l'accent sur la prévention des risques financiers systématiques et la protection des droits et intérêts légitimes du public. La banque s'est également engagée à renforcer la surveillance et le contrôle des fonds sur le marché immobilier et à

adhérer au principe selon lequel «les logements sont faits pour y vivre, pas pour spéculer».

Au deuxième semestre, la banque a indiqué qu'elle continuerait d'élargir l'accès aux marchés, de promouvoir une plus grande utilisation transfrontalière du yuan chinois, d'accélérer le développement de la monnaie numérique légale de la Chine (DC/EP) et de limiter davantage les risques du financement sur Internet.

R. Y.

Pour augmenter leurs exportations bovines

Les Etats-Unis signent un accord avec l'UE

Les Etats-Unis et l'Union européenne (UE) ont signé récemment un nouvel accord prévoyant l'augmentation des exportations de boeuf américain vers l'Europe au cours des sept prochaines années.

«Cela fait un bon moment que nous négocions l'accord que nous avons ratifié vendredi qui va lever les barrières commerciales en Europe et élargir l'accès au marché européen de nos fermiers et ranchers», s'est félicité le président Donald Trump lors de la cérémonie de signature à la Maison-Blanche.

Ce nouvel accord, qui a été approuvé par le Conseil de l'Europe en juillet, prévoit un quota pour les exportations de boeuf américain sans droits de douane dans l'UE, d'après le Bureau du représentant américain au commerce (Ustr).

A ce titre, les éleveurs américains auront droit à un quota annuel de 18 500 tonnes, équivalent à approximativement 220 millions de dollars.

Au cours des sept prochaines années, il augmentera pour atteindre 35 000 tonnes par an, estimées à 420 millions de dollars.

«La mise en place de ce quota de 35 000 tonnes de viande détaxée envoie à l'industrie de l'élevage du bétail un signal comme quoi l'Europe est prête pour le boeuf américain», a déclaré Jennifer Houston, présidente de l'Association américaine des éleveurs de bétail.

Actuellement, les exportations de boeuf détaxées en direction de l'UE sont d'environ 13 000 tonnes, pour une valeur estimée à 150 millions de dollars, d'après l'Ustr.

Cet accord s'inscrit dans un contexte où l'UE et les Etats-Unis sont en train de mettre au point une entente commerciale de portée limitée qui réduirait les taxes sur les produits industriels.

Mais les discussions commerciales transatlantiques ont achoppé sur la question de l'inclusion de l'agriculture dans les négociations.

Les analystes avancent que la perspective d'une telle entente demeure peu probable dans un avenir proche car les deux parties sont en désaccord au sujet des subventions accordées à leurs constructeurs aéronautiques Airbus et Boeing, de la menace de tarifs douaniers sur les véhicules européens importés par les Etats-Unis, ainsi que des droits de douane perçus par ces derniers sur l'acier et l'aluminium en provenance de l'UE.

Le président Trump a également menacé d'imposer des tarifs douaniers sur les vins français en réponse à une loi récemment votée en France qui a créé une taxe sur les géants du numérique, communément appelée Gafa (Google, Amazon, Facebook, Apple), laquelle menace surtout les profits des entreprises technologiques américaines.

L. Y.

Indonésie

Quatre morts et des blessés dans un fort séisme

Quatre personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées en Indonésie après un fort séisme vendredi au large des côtes du sud-ouest de Java, qui avait déclenché une brève alerte au tsunami, ont indiqué hier, les autorités dans un nouveau bilan.



Le séisme de magnitude 6,9, survenu vendredi soir, a fait fuir des habitants de leur logement, notamment dans la capitale Jakarta.

L'agence indonésienne de gestion des catastrophes avait averti du risque d'un tsunami avec des vagues de

trois mètres de haut, mais l'alerte a été levée quelques heures plus tard.

Trois personnes sont mortes de crise cardiaque au moment du séisme, a déclaré hier, un porte-parole de l'agence nationale de gestion des catastrophes, Agus Wibowo. Une quatrième victi-

me a fait une chute mortelle en fuyant son domicile au moment de la secousse. Un précédent bilan faisait état d'un seul mort.

Quatre personnes ont été blessées et un millier évacuées temporairement vers des abris, notamment dans l'île voisine de Sumatra,

selon la même source.

Un précédent bilan faisait état d'un mort.

Les personnes évacuées ont regagné leur domicile après que les autorités les eurent convaincus que le danger était passé.

Quelque 200 bâtiments ont, en outre, été endommagés, et 13 maisons détruites.

En décembre, la zone avait été frappée par un tsunami - déclenché par l'éruption d'un volcan - qui avait fait plus de 400 morts.

L'Indonésie, archipel de 17 000 îles et îlots qui s'est formé par la convergence de trois grandes plaques tectoniques (indo-pacifique, australienne, eurasiennne), se trouve sur la ceinture de feu du Pacifique, une zone de forte activité sismique.

L'an dernier, un séisme de 7,5 suivi d'un tsunami à Palu sur l'île des Célèbes a fait plus de 2 200 morts et des milliers de disparus.

Le 26 décembre 2004, un très fort séisme de magnitude de 9,1 avait ravagé la province d'Aceh, dans l'extrême ouest de l'archipel indonésien, et provoqué un énorme tsunami dans tout l'océan Indien, faisant quelque 170 000 morts.

H. Y.

Selon la NASA

La fumée des feux de forêts qui ravagent la Sibérie a atteint le Canada

La fumée des feux de forêts qui frappent actuellement la Sibérie a déjà atteint Seattle et Vancouver, a indiqué la Nasa, ajoutant que les forêts brûlent également en Alaska et dans le nord-ouest du Canada.

«La fumée des feux sibériens a traversé la partie orientale de la Russie et est désormais visible en Alaska, où elle s'est probablement mêlée avec celle des incendies locaux», a souligné Colin Seftor, expert des études atmosphériques du Goddard Space Flight Center, cité par l'agence de presse Sputnik.

Selon lui, la fumée s'est propagée le long du littoral occidental du Canada via l'océan Pacifique, ainsi qu'à Vancouver et à Seattle. Les incendies dans le nord-ouest du Canada contribuent également à la pollution de l'atmosphère dans la région.

Le Goddard Space Flight Center est un important laboratoire de recherches spatiales au sein de la Nasa, situé dans les environs de Washington. Les images satellite sur la base desquelles l'agence spatiale américaine a annoncé la géographie de la diffusion de la fumée avaient été captées par les équipements du satellite météorologique Suomi NPP, géré par la Nasa et la National Oceanic and Atmospheric Administration. Grigori Kouksine, expert de Greenpeace Russia, avait déjà indiqué par le passé au quotidien *Kommersant* que la fumée des incendies pourrait atteindre l'Alaska.

«La fumée que l'on a constatée à Novossibirsk, à Omsk, à Tomsk et à Kemerovo, est déjà venue depuis la Sibérie vers l'Oural, avait traversé l'Oural et s'était même retrouvée dans la région de la Volga. Et elle y reviendra encore. Aujourd'hui, le vent la pousse à l'Est : elle a déjà atteint le Kamtchatka et est même allée plus loin. Si je comprends bien la situation, la fumée russe devrait aujourd'hui être visible en Alaska», a-t-il indiqué. Selon lui, si la direction du vent changeait, la fumée pourrait de nouveau envahir plusieurs grandes villes russes. «La source de la fumée n'a pas disparu», a-t-il souligné, en ajoutant que la situation ne s'améliorerait que dans quelques semaines après le début des pluies persistantes.

H. A.

Il est soutenu par le frère du Premier ministre

Lancement à Singapour d'un nouveau parti d'opposition

Un nouveau parti d'opposition à Singapour, soutenu par le frère du Premier ministre, a été lancé samedi alors que les élections pourraient avoir lieu avant l'échéance de 2021.

Le Parti du progrès de Singapour (PSP), qui entend participer aux élections - prévues en 2021, mais qui, de l'avis de beaucoup, pourraient avoir lieu plus tôt -, est dirigé par Tan Cheng Bock. Ce médecin avait par le passé été candidat à la présidence et failli battre le candidat des autorités.

Le parti a reçu le soutien du frère du Premier ministre, Lee Hsien Loong, der-

nier signe en date d'une querelle au sein de la famille sur l'héritage de leur père dans la cité-Etat.

Mort en 2015, leur père, Lee Kuan Yew, a dirigé Singapour pendant trois décennies. Sous la direction de son Parti d'action du peuple (PAP), Singapour est devenu l'une des économies les plus avancées d'Asie, tout en étant critiqué pour son bilan en matière de libertés.

Devant plusieurs centaines de partisans réunis dans un hôtel, un événement retransmis en direct sur les réseaux sociaux, M. Tan a dénoncé ce qu'il considère comme un climat de peur qui empê-

cherait les gens de s'exprimer.

Il a également fustigé une «érosion de la confiance» entre gouvernement et citoyens. Si les divers partis d'opposition n'apparaissent pas comme une menace sérieuse pour le parti au pouvoir, le soutien du frère du Premier ministre pourrait donner un coup de pouce au nouveau parti. En janvier, M. Lee, qui n'assistait pas au lancement du PSP, avait déclaré sur Facebook que M. Tan était «le leader que Singapour mérite». Dans un autre post, il avait jugé que le PAP n'était plus le parti de son père.

H. B.

A la fin juillet

Le Vietnam accueille plus de 9 millions de touristes

Le Vietnam a accueilli 9,8 millions de touristes au cours des sept premiers mois de cette année, en hausse de 7,9% par rapport à la même période de l'année dernière, a annoncé l'Administration nationale du tourisme du Vietnam (VNAT).

Ces chiffres récemment publiés montrent que, bien que le nombre de touristes a augmenté au cours de cette, ceux en provenance de la Chine et

de la Corée du Sud, deux marchés-clés du Vietnam, ont enregistré une baisse ces derniers mois.

La diminution est due aux tensions commerciales mondiales, au resserrement de la politique monétaire et au ralentissement du développement des économies asiatiques, a expliqué la même source, ajoutant que les pays de la région font face à une concurrence féroce pour attirer les touristes

internationaux en renforçant les politiques telles que le développement de produits, la promotion de la connectivité et la création de conditions favorables pour les visas.

La Vnat a également souligné que certaines destinations du Vietnam sont saturées, ce qui a entraîné la dispersion des arrivées internationales en provenance de grands marchés sources.

Le secteur du tourisme viet-

namien vise cette année à accueillir environ 18 millions de visiteurs étrangers et 85 millions de touristes nationaux, pour un revenu total de près de 30,14 milliards de dollars. Si ce chiffre est atteint cette année, le Vietnam aura un an d'avance sur l'objectif de 20 millions de touristes internationaux d'ici à 2020 fixé par le Politburo sur le développement du tourisme dans le pays.

H. B.

France

Retrait de lots de Roquefort Société pour présence de salmonelles

La Société des Caves a retiré de la vente plusieurs lots de Roquefort de la marque Société en raison de «la mise en évidence de la présence de salmonelles», a-t-elle indiqué dans un communiqué.

«Suite à la mise en évidence de la présence de salmonelles dans un lot de roquefort AOP au lait cru, Société des Caves procède au retrait de la vente de quelques produits», précise le communiqué publié vendredi sur son site par la société basée à Roquefort (Aveyron).

Il s'agit de roquefort Société commercialisé sous forme de portions de 25 g et tranches de 200 g, entre le 9 juillet et le 2 août.

«Les lots suspects ont fait l'objet d'un retrait en magasin par mesure de précaution», indique le texte.

«Certains de ces produits ont cependant été commercialisés avant la mesure de retrait», poursuit la société qui recommande aux personnes qui détiendraient des produits appartenant aux lots incriminés «de ne pas les consommer».

Les toxi-infections alimentaires causées par les salmonelles se traduisent par des troubles gastro-intestinaux souvent accompagnés de fièvre dans les 48 heures qui suivent la consommation des produits contaminés. Ces symptômes peuvent être aggravés chez les jeunes enfants, les sujets immunodéprimés, les femmes enceintes et les personnes âgées.

R. F.

Sommet de septembre sur le climat

Antonio Guterres appelle à définir des "plans concrets"

Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé jeudi à définir des "plans concrets" au cours du Sommet de l'action climatique qu'il doit convoquer en septembre.



Lors d'une conférence de presse, M. Guterres a espéré que les dirigeants mondiaux ne viendraient pas au sommet "avec de beaux discours", mais plutôt "avec des

plans concrets".

Il a souligné que le sommet avait besoin de définir des "étapes claires pour renforcer les contributions nationales d'ici à 2020", ainsi que des "stratégies pour atteindre

la neutralité carbone d'ici à 2050".

Le Sommet pour l'action climatique de 2019 doit se tenir le 23 septembre, dans le cadre des événements de haut niveau de la 74ème session de l'Assemblée

générale des Nations unies, qui réunira les chefs d'Etat et de gouvernement de tous les Etats membres de l'ONU.

M. Guterres a souligné la gravité du réchauffement climatique,

citant les preuves les plus récentes à l'appui.

Selon l'Organisation météorologique mondiale (OMM), a-t-il déclaré, les températures du mois de juillet ont ainsi égalé, voire dépassé celles du mois le plus chaud jamais enregistré au cours de l'histoire.

En outre, "nous sommes bien partis pour que 2015-2019 soient les cinq années les plus chaudes jamais enregistrées", a-t-il indiqué.

Il a déclaré qu'empêcher un dérèglement climatique irréversible était "la course de notre vie, et une course pour notre vie", une course "que nous pouvons et devons gagner."

Le Secrétaire général de l'ONU a réaffirmé les objectifs consistant à maintenir le réchauffement en dessous de 1,5 degré Celsius, à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 45% d'ici à 2030, et à atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050.

"Nous avons besoin de changements rapides et profonds dans la manière dont nous faisons des affaires, générons de l'énergie, construisons des villes et nourrissons le monde. Après avoir traversé le mois le plus chaud de l'histoire, nous avons besoin d'agir", a-t-il affirmé.

T. O.

Canada

Extension de la protection des zones marines en Arctique

Le Premier ministre, Justin Trudeau, a annoncé jeudi la création d'une nouvelle aire marine protégée dans l'Arctique canadien, où le réchauffement climatique est trois fois plus rapide que la moyenne mondiale.

Lors d'une visite à Iqaluit, dans le territoire du Nunavut, à trois mois des élections législatives où il visera sa réélection, M. Trudeau a souligné que ce projet permettrait à son gouvernement de dépasser son objectif de protéger 10% des zones marines et côtières du pays d'ici à 2020.

Le projet vise à protéger une zone située au large de l'île de Baffin, à l'extrême nord-est du Canada, où la fonte des glaces et le trafic maritime menacent de nombreuses

espèces. "Des populations de bélugas, de narvals, de morses, de phoques, d'ours polaires et de milliers d'autres espèces dont la survie dépend de la présence de glace polaire tout au long de l'année doivent maintenant migrer, voient leur nombre se réduire ou, dans certains cas, disparaissent", a déclaré M. Trudeau lors d'un discours. "Pour les Inuits, qui comptent sur la chasse et les récoltes pour nourrir leurs familles, le changement climatique met en péril leurs moyens de subsistance et leur style de vie", a ajouté le Premier ministre, qui a fait de la réconciliation avec les populations autochtones et de la défense de l'environnement deux des priorités de son gouvernement.

Le dirigeant libéral en a profité pour rap-

peler que son gouvernement avait récemment investi dans la modernisation de la flotte des garde-côtes, avec notamment la commande de deux navires de patrouille de l'Arctique.

L'objectif, a-t-il rappelé, est "d'accroître nos capacités à défendre les intérêts nationaux canadiens" dans cette région convoitée par plusieurs puissances mondiales pour ses ressources et pour la navigation dans le Grand Nord, facilitée par la fonte des glaces.

"Notre gouvernement est engagé à faire respecter le souveraineté canadienne dans l'Arctique, en partenariat avec les peuples qui y vivent depuis des millénaires", a-t-il souligné.

K. F.

Oran

Des activités ludiques pour sensibiliser sur le recyclage des déchets

L'Epic CET Oran lance une nouvelle campagne pour sensibiliser les enfants sur la valorisation des déchets et le tri sélectif, avec au programme des activités ludiques et animations tout au long du mois d'août, a-t-on appris auprès des organisateurs.

Le centre de tri sélectif de proximité de haï Medina J'dida abritera une partie des activités et le jardin de Sidi M'hamed (Les falaises) accueillera une autre partie, a précisé la directrice de l'Epic, Dalila

Chellal. Ainsi des activités ludiques, des animations et des spectacles de clowns seront organisés dans les soirées de chaque mardi au jardin de Sidi M'hamed et les vendredi soir au centre de haï Medina J'dida.

"Nous avons toujours accordé une importance particulière aux enfants en ce qui concerne la sensibilisation", a souligné la même responsable, ajoutant que l'expérience de l'Epic depuis quelques années a prouvé que les enfants sont plus réceptifs

que les adolescents et les adultes.

En effet, les programmes du tri sélectif menés par l'Epic au niveau des établissements scolaires de la wilaya, enregistrent un taux de réussite avoisinant les 100% dans les écoles primaires, 80% dans les CEM et moins dans les lycées.

"Cette réceptivité des enfants nous a mené à cette décision d'accorder encore plus d'attention aux enfants, hommes et femmes de demain", a-t-elle déclaré.

R. O.

Destinée aux enfants Lancement d'une campagne nationale de sensibilisation sur l'environnement

L'Agence nationale des déchets (AND) lance une campagne nationale de sensibilisation des enfants sur la protection de l'environnement et la gestion des déchets, a-t-elle indiqué jeudi dans un communiqué.

La campagne consiste en l'organisation d'ateliers de dessins aux enfants de 6 à 12 ans qui seront encadrés par des artistes professionnels de l'environnement et la gestion des déchets en particulier.

Cette campagne qui s'inscrit dans le cadre de l'exécution de la stratégie du ministère de l'Environnement et des énergies renouvelables dans le domaine de l'hygiène du milieu, vise principalement à sensibiliser les enfants aux bonnes pratiques dans le domaine de la gestion des déchets à terme de la réalisation de ces pièces d'art.

Pour leur première station, les ateliers seront organisés les 4 et 5 août 2019, au niveau du jardin botanique d'El Hamma à Alger (Jardin d'essai) à partir de 10h.

Plusieurs stations sont au programme durant cette saison estivale dans les régions de l'est et l'ouest du pays, ainsi que les régions du sud du pays qui seront touchées à partir du mois d'octobre prochain.

O. H.

CNAS d'Alger

Recouvrement de plus de 66,5 milliards

L'agence d'Alger de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) a recouvré, durant le 1er semestre 2019, plus de 66,5 milliards de Da de ses créances détenues auprès de ses affiliés parmi les entreprises publiques et privées, a-t-on appris, mercredi, du directeur de l'Agence.

Mahfoud Idris a précisé, dans ce sens, que le recouvrement des créances de l'Agence d'Alger auprès des affiliés lors du 1er semestre de l'année en cours, a dépassé 66,5 Mds de Da, en hausse de 6,58 %, comparativement à la même période de l'année 2018 où un montant dépassant 62,4 Mds de Da a été enregistré.

Le même responsable a expliqué ces chiffres par les différentes mesures prises par l'Agence sur instructions de la Direction générale de la CNAS et du ministère de tutelle, à l'effet d'alléger et de faciliter l'opération de recouvrement auprès des employeurs, tel que le guichet unique, la centralisation du règlement des litiges au niveau du siège d'Alger et l'accueil au quotidien des employeurs afin de trouver des solutions aux préoccupations soulevées pour le règlement à l'amiable des dossiers avant de parvenir à l'étape des poursuites judiciaires à l'encontre des contrevenants.

Se disant très satisfait du résultat des campagnes menées par l'Agence de wilaya (26 centres de paiement) dans le cadre du programme de la Direction générale de la CNAS portant sensibilisation des affiliés sur la nécessité de s'acquitter de leurs cotisations annuelles et de déclarer leurs travailleurs, M. Idris a souligné que le recouvrement des cotisations est

une condition essentielle pour garantir la pérennité du système d'assurance sociale qui repose sur le principe de la solidarité et de la couverture globale des affiliés et des ayant-droits.

Dans le cadre du recouvrement obligatoire, l'Agence a recouvré, durant la même période, un montant de 318,8 millions de DA, et ce après avoir mis en demeure les employeurs ayant accusé un retard dans le



paiement de leur cotisations. Les services de la CNAS d'Alger ont enregistré, dans ce cadre, 1816 plaintes, dont 567 transmises aux juridictions compétentes car n'ayant pas pu être réglées à l'amiable, a ajouté le même responsable, rappelant que le montant des créances recouvrées dans le cadre du recouvrement obligatoire au titre de l'exercice 2018 s'est élevé à plus de 440,5 million de Da.

Il a indiqué en outre que le nombre de nouveaux affiliés à l'Agence d'Alger avait atteint plus de 1600 affiliés tandis que le nombre d'affiliés parmi les employeurs s'est

élevé à plus de 36.600, employant plus de 1 million et 500 mille employés. Le nombre des travailleurs étrangers activant dans différents secteurs affiliés à l'agence dépassait 11.780 personnes titulaires d'autorisations d'exercice de leurs activités, délivrées par l'Agence d'emploi de la wilaya.

Pour ce qui est de la carte Chiffa, M. Idris a fait état de l'établissement de plus de 27.400 cartes, dont 25.578 ont été remises durant le 1er semestre 2019 dans la wilaya d'Alger.

Relevant que 1645 cartes chiffa ont été bloquées et 1170 réactivées après que leurs

titulaires aient régularisé leur situation, M. Idris a mis en avant le rôle des campagnes de sensibilisation organisées en collaboration avec le syndicat des pharmaciens en vue de mettre un terme au phénomène d'utilisation excessive de la carte Chiffa par certains citoyens.

Dans le domaine de la prise en charge des étudiants, ajoute M. Idris, plus de 14.464 cartes Chiffa ont été remises à Alger alors que 17.484 autres n'ont pas été récupérées par leurs titulaires durant le premier semestre de l'année 2019.

H. L.

Tissemsilt

Stockage de plus de 160.000 qx de céréales

Une quantité de 160.584 quintaux de céréales a été stockée dans la wilaya de Tissemsilt à ce jour, au titre de la campagne moisson-battage qui se poursuit, a-t-on appris jeudi de la direction des services agricoles.

Cette quantité a été accueillie au niveau de 14 points de stockage fournis par la Coopérative de céréales et légumes secs de la wilaya d'une capacité de stockage de 449.000 qx, a-t-on indiqué au service régulation de la production végétale et animale, signalant le stockage de 158.977 qx de blé dur et 1.607 qx d'orge.

Des céréaliculteurs de Tissemsilt ont souligné que la collecte des récoltes se déroule dans de bonnes conditions, saluant le rôle de CCLS de la wilaya. A rappeler que le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche avait inauguré dernièrement le siège de cette CCLS qui assure à lawilaya une indépendance de la CCLS de Mahdia (Tiaret).

La campagne moisson-battage, qui a touché à ce jour 54.367 sur un total de 81.000 hectares concernée par l'opération, a atteint un taux d'avancement de 67 pour cent, selon la DSA.

Une production estimée à 920.000 qx de céréales est prévue, dont 624.000 qx de blé dur, 53.000 qx de blé tendre, 225.000 qx d'orge et 18.472 qx d'avoine.

Pour assurer la réussite de cette campagne, la DSA a mobilisé d'importants moyens matériels dont 253 moissonneuses-batteuses, 1.910 tracteurs, 124 camions de transport du produit et autres matériels.

Pour rappel, la wilaya de Tissemsilt a réalisé, lors de la saison agricole écoulée (2017-2018), une production de 1,5 million qx de différentes variétés de céréales.

K. M.

Batna

Mise en service prochaine de 17 stations d'internet 4G LTE

Dix-sept (17) stations d'internet de 4ème génération (4G) LTE (Long Term Evolution) seront «prochainement» mises en service dans la wilaya de Batna, a indiqué mercredi le responsable de l'information auprès de la direction opérationnelle d'Algérie Télécom (AT).

Ces nouveaux équipements technologiques couvriront les localités enclavées d'Amntane, Thniet El Hamdi, Nirdi, Bibouzina et Bouslah (commune de Chir), Toufana et Ouled Aich (commune de Bitam), Tibikaouine (commune de Foug Toub), Ain abderrahmane (commune de Timgad), Draâ Kelalouche (Ain Djasser) et Merzeklale (commune de Chemora), a précisé M. Hichem Layadi. L'entrée en service

de ces stations d'internet «avant la fin de l'année en cours» permettra d'augmenter à 90% le taux de couverture par le service "Idoom" de la 4G dans cette wilaya, a-t-on noté relevant que la plupart des localités des 61 communes de Batna seront connectées à ce réseau de télécommunication moderne.

La wilaya de Batna compte actuellement 67 stations d'internet 4G LTE, installées dans de nombreuses communes, et totalise 30.042 abonnés, a fait savoir la même source, assurant que les efforts sont consentis au niveau de la direction opérationnelle d'Algérie Télécom en vue de raccorder les zones jusque là non couvertes par cette technologie, a-t-on souligné.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de la généralisation du service de la 4G afin d'assurer l'accès à l'internet à haut débit et à ses services à travers toutes les communes de la wilaya d'une part et de mettre les équipements modernes aux services des clients d'une autre, selon M. Layadi.

Cette nouvelle technologie permet un accès meilleur au réseau d'internet à haut débit, notamment la 4G, au profit des citoyens des zones rurales et enclavées, a affirmé le même responsable, notant que cette action s'inscrit dans le cadre du plan d'investissement d'Algérie Télécom visant la modernisation et la promotion du réseau national d'internet à haut débit.

L. K.

Marché de gros des fruits et légumes d'El Kerma (Oran) Réalisation prévue de chambres à froid

Sept chambres à froid d'une capacité globale de 1.820 mètres cubes seront réalisées au niveau du marché de gros de fruits et légumes d'El Kerma (Oran), a-t-on appris du directeur général du marché, Boussaada Kaddour Abdelhak.

Une surface de 3.000 m2 sera réservée à l'intérieur du marché pour la réalisation des chambres à froid de 260 m3 chacune destinées aux commerçants de fruits, surtout que cette année a vu une abondance en production de fruits d'où la nécessité de les stocker pour éviter leur pourrissement, a-t-on indiqué.

Selon M. Boussaada, l'étude a été achevée et les travaux seront entamés en septembre prochain une fois les procédures administra-

tives accomplies pour un délai de réalisation de six mois. Une enveloppe de 100 millions DA du budget de l'entreprise est consacrée à la réalisation de ce projet. Ces chambres s'ajoutent à 20 autres d'une capacité globale de 3.200 m3 soit une moyenne de 160 m3 par chambre destinés au stockage des dattes, a fait savoir le Directeur général du marché de gros de fruits et légumes d'El Kerma.

La quantité de légumes est estimée chaque jour au niveau du marché de gros de fruits et légumes d'El Kerma à 610,6 tonnes et des fruits à 1065,7. Cet espace commercial enregistre 240 concessionnaires agréés en fruits et légumes et 20 autres en dattes.

L. O.

CONFLITS

Afghanistan

Le nombre de victimes a fortement augmenté en juillet

Le nombre de victimes du conflit afghan a fortement augmenté en juillet, avec plus de 1 500 civils tués ou blessés, le chef de la Mission d'aide des Nations unies en Afghanistan (Manua) déplorant l'intensification du conflit parallèle aux efforts de paix à Doha.



« Les efforts de paix se sont intensifiés ces dernières semaines, tout comme le conflit sur le terrain », a regretté le chef de la Manua, Tadamihi Yamamamoto, qui a appelé « toutes les parties à ne pas intensifier les opérations militaires en pensant que cela leur offrira une position plus forte dans les pourparlers de

paix ». « Le temps est venu de faire preuve de retenue et de respect pour la vie des civils afghans ordinaires », a-t-il observé.

Selon la Manua, « plus de 1 500 civils ont été tués ou blessés en juillet, soit le nombre le plus élevé de tous les mois de l'année en cours et le nombre le plus élevé enregistré en un seul mois depuis mai 2017 ».

La Manua impute, dans un communiqué, cette hausse aux « éléments antigouvernementaux », les taliban et la branche afghane du groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (El/Daech), plus de 50% des victimes civiles en juillet étant dues à des engins explosifs improvisés des insurgés.

Les « attaques disproportionnées et aveugles des

taliban dans les zones urbaines contre les cibles militaires et de sécurité afghanes » se sont multipliées en juillet, causant « de grands dommages aux civils », selon la mission onusienne. Mercredi, un bus a sauté sur une mine artisanale dans l'Ouest, faisant au moins 34 morts et 17 blessés. L'incident n'a pas été revendiqué. Trois jours plus tôt, l'attaque à Kaboul contre un ancien chef des services de renseignement et colistier du président Ashraf Ghani avait fait 20 morts et 50 blessés, la plupart civils. Entre le 1^{er} janvier au 31 juin, 1 366 civils ont été tués et 2 446 blessés, selon un précédent rapport de la Manua.

Un nouveau cycle de pourparlers entre les Etats-Unis et les taliban a débuté samedi à Doha, selon les taliban, en vue d'un accord pour permettre le retrait des troupes américaines en Afghanistan après 18 ans d'intervention.

K. T.

H. M.

Reprise des négociations de paix entre Washington et les Taliban

Un nouveau cycle de pourparlers entre les Etats-Unis et les taliban a débuté hier à Doha, selon les taliban, en vue d'un accord pour permettre le retrait des troupes américaines en Afghanistan après 18 ans d'intervention. « Les négociations ont commencé », a indiqué le porte-parole des taliban à Doha, Suhail Shaheen, cité par l'AFP. Washington veut arracher un accord politique avec les taliban avant l'élection présidentielle afghane, prévue le 1^{er} septembre. « Nous avons fait beaucoup de progrès. Nous parlons », a assuré vendredi, le président américain, Donald Trump. En échange d'un désengagement militaire, les Etats-Unis exigent des taliban qu'ils s'engagent à un cessez-le-feu et coupent tout lien avec le groupe terroriste Al Qaïda. Washington et ses alliés de l'Otan avaient lancé, en 2001, une vaste opération militaire en Afghanistan. « Nous visons un accord de paix, non pas un accord de retrait (des troupes) : un accord de paix qui permettent le retrait », a rappelé, vendredi sur Twitter, Zalmay Khalilzad, l'émissaire américain pour l'Afghanistan, à son arrivée à Doha.

Ghaza et Kafr Qadoum

Plus de 50 Palestiniens blessés par des tirs israéliens

Plus de 50 Palestiniens ont été blessés vendredi par des tirs de balles de soldats israéliens dans les régions Est de la bande de Ghaza lors de leur participation à la manifestation pacifique hebdomadaire organisée dans le cadre de la « Grande marche du retour », a rapporté l'agence palestinienne de presse, Wafa, citant des sources médicales.

Selon la même source, au moins 26 personnes ont été blessées par des balles réelles, et 26 autres par balles en caoutchouc. Un enfant, une fille et deux journalistes comptaient parmi les blessés, et des dizaines d'autres ont été asphyxiés. A Kafr Qadoum, deux Palestiniens ont été blessés pendant la

répression israélienne d'une manifestation hebdomadaire « anti-colonisation », à l'est de Qalqilya au nord de la Cisjordanie occupée, a indiqué le coordinateur de la résistance populaire dans le village, Murad Ishtaiwi, cité par Wafa.

Depuis de nombreuses années, les villageois de Kafr Qadoum et des villages voisins organisent une manifestation pacifique chaque vendredi pour protester « contre les colonies israéliennes illégales, et revendiquer la réouverture de la route principale menant vers le village, fermée par les forces d'occupation depuis 2002 ». Jeudi dernier, les dirigeants de la « Grande marche du retour » à Ghaza ont lancé une mise en garde à Israël, avertissant que les tirs incessants

« contre des manifestants pacifiques dans l'est de l'enclave ne feront que conduire à une nouvelle escalade ».

Dans un communiqué relayé par des médias, le chef de la Commission suprême de la « Grande marche du retour », a déclaré qu'« à travers ces manifestations pacifiques, « les Palestiniens cherchent à protéger leurs droits et à mettre un terme au siège injuste qui leur a été imposé depuis de nombreuses années ». Au moins 306 Palestiniens ont été tués par les forces d'occupation israélienne, et 17 581 autres blessés depuis le déclenchement des « Marches du retour », le 30 mars 2018 à l'est de Ghaza.

R. I.

Syrie

L'ONU se félicite de l'annonce d'un cessez-le-feu

L'organisation des Nations unies (ONU) s'est félicitée vendredi de l'annonce d'un cessez-le-feu dans le nord-ouest de la Syrie, après trois mois de violences ayant entraîné la mort de près de 500 civils et le déplacement de plus de 440 000 personnes.

Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (Ocha), aucune frappe aérienne n'a été signalée depuis minuit, mais des tirs d'artillerie ont été rapportés dans le nord de Hama, a indiqué le porte-parole du Secrétaire général de l'ONU, cité par des médias. L'ONU rappelle « à toutes les parties au conflit et à ceux qui ont une influence sur elles », l'obligation de protéger les civils et les infrastructures civiles, ainsi que les principes de distinction et de proportionnalité consacrés par le Droit international humanitaire, a-t-il déclaré lors d'un point de presse quotidien à New York. Jeudi soir, la Syrie a proclamé un cessez-le-feu « conditionnel » dans la région d'Idleb, dominée par les terroristes de Hayat Tahrir al-Cham (HTS, ex-branche syrienne d'Al Qaïda) épaulés par certains groupes rebelles. L'émissaire syrien aux négociations de paix d'Astana, Bachar Jaafari, a déclaré vendredi que le respect du cessez-le-feu, « dépend de la bonne volonté de la Turquie ». M. Jaafari, s'exprimait à Nur-Sultan (anciennement Astana) au Kazakhstan, où se tenait depuis jeudi une nouvelle session des négociations de paix sur la Syrie entre la Russie, l'Iran et la Turquie, pays garants du processus d'Astana. Le chef de l'ONU, Antonio Guterres, avait annoncé jeudi, la création d'un comité d'enquête chargé d'examiner une série d'incidents survenus dans le nord-ouest de la Syrie depuis la signature du mémorandum sur la stabilisation de la situation dans la zone de désescalade d'Idleb entre la Russie et la Turquie le 17 septembre 2018. La province d'Idleb et une partie de ses voisines d'Alep, Hama et Lattaquié ont fait l'objet d'un accord entre Ankara et Moscou pour créer une « zone démilitarisée ». L'initiative prévoyait de séparer les territoires tenus par les terroristes et les rebelles des zones attenantes contrôlées par le gouvernement. Mardi, le chef des affaires humanitaires de l'ONU, Mark Lowcock, avait dénoncé, quant à lui, devant les membres du Conseil de sécurité, l'inaction de ces derniers face au carnage en cours à Idleb.

Déclenchée en 2011, la crise en Syrie a fait plus de 370 000 morts et déplacé plusieurs millions de personnes, selon des estimations.

K. M.

Asie

Washington veut déployer de nouveaux missiles

Les Etats-Unis veulent déployer rapidement de nouveaux missiles en Asie, si possible dans les prochains mois, a annoncé hier, le nouveau chef du Pentagone, Mark Esper. « Oui, j'aimerais le faire », a déclaré le secrétaire américain à la Défense, questionné sur la possibilité que les Etats-Unis déploient en Asie de nouvelles armes conventionnelles de portée intermédiaire, maintenant qu'ils ne sont plus liés par le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI). « Nous voudrions le faire le plus tôt possible », a poursuivi M. Esper, cité par des médias. Le chef du Pentagone qui s'exprimait dans l'avion qui l'amenait à Sydney, première étape d'une tournée d'une semaine en Asie n'a pas précisé où les Etats-Unis avaient l'intention de poster ces armements. « Je ne voudrais pas spéculer, parce que c'est le genre de choses dont on discute toujours avec les alliés ».

Accusant la Russie de la violer depuis des années, les Etats-Unis se sont retirés vendredi du Traité INF, conclu pendant la Guerre froide entre Washington et Moscou pour interdire totalement les missiles terrestres de portée intermédiaires (de 500 à 5 500 km).

Le Pentagone a annoncé vendredi, que les Etats-Unis « vont accélérer » le développement de nouveaux missiles sol-air après la sortie de l'INF, et qui les liait à la Russie.

L'Otan a dit ne pas vouloir d'une « nouvelle course aux armements » après que Moscou et Washington ont acté la fin de ce Traité nucléaire.

K. B.

Sahel

Issoufou salue les succès de la lutte contre le terrorisme dans la région

Le président du Niger, Mahamadou Issoufou a salué vendredi les succès de l'armée et des forces alliées dans la lutte contre le terrorisme au Sahel, assurant que ces succès ont permis de neutraliser "un nombre important d'éléments terroristes et de détruire leurs bases".



"Les opérations conjointes récemment menées par nos forces de défense et de sécurité et les forces alliées soutenant notre lutte contre le terrorisme, telles que l'opération française Barkhane et les forces spéciales américaines sont couronnées de succès", a affirmé M. Issoufou

dans un message à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance du Niger le 3 août 1960.

En outre, "la mutualisation des forces" au sein de la Force mixte multinationale (Niger, Nigeria, Tchad et Cameroun) et de la Force du G5-Sahel (Mauritanie, Mali, Niger, Burkina Faso et Tchad), "s'avère être efficace dans la lutte contre les

groupes terroristes et criminels", a-t-il dit.

La Force mixte multinationale opère depuis 2015 dans le bassin du Lac Tchad contre Boko Haram. La Force du G5-Sahel a été lancée en 2015 avec l'appui de Barkhane.

Le président Issoufou a également rendu un hommage aux militaires nigériens "qui sont plus

que jamais déterminés à éradiquer le terrorisme et le crime organisé".

Toutefois, il a constaté qu'"en dépit des opérations" militaires, "Boko Haram malheureusement fait preuve d'une résilience" que "nos forces doivent briser coûte que coûte".

"Face à la dégradation de la situation sécuritaire, les Etats doivent affiner leurs stratégies", a-t-il suggéré.

Ainsi, il préconise que "la montée en puissance de la force conjointe" (du G5-Sahel), qui peine à devenir véritablement opérationnelle, soit "accélérée" et que "les efforts de recherche d'une source de financements pérennes soit renforcés".

"Il est évident que pour être efficace, la lutte contre le terrorisme doit connaître la même priorité au niveau de l'ensemble de la communauté internationale", a insisté le président nigérien. Il a promis que le Niger "poursuivra le combat" notamment au Conseil de sécurité de l'ONU - où il siègera comme membre non permanent - pour que la communauté internationale "ne se détourne pas de son devoir de solidarité à l'égard des pays du Sahel".

T. B.

Guinée équatoriale

Amnesty dénonce "40 ans de répression" sous Obiang Nguema

L'ONG Amnesty International a dénoncé vendredi la torture, la répression politique et les nombreuses violations des droits de l'homme sous la présidence de Teodoro Obiang Nguema qui s'apprête à célébrer samedi ses quarante ans à la tête de la Guinée équatoriale.

La gouvernance de ce petit pays hispanophone, qui bénéficie d'une importante manne pétrolière, est régulièrement critiquée par des ONG de défense des droits de l'homme.

Une loi approuvée en 2006 interdisant la torture n'a pas été appliquée "puisque la police continue d'utiliser régulièrement la torture pour obtenir des confessions", affirme Amnesty dans un communiqué.

L'ONG cite l'exemple de l'opposant Joaquin Elo Ayeto, arrêté fin février à Malabo et toujours en détention, qui a été "battu violemment au poste de police, alors qu'il était pendu par les mains".

Par ailleurs, le président Obiang a annoncé vouloir proposer une loi pour abolir la peine de mort, mais "neuf hommes ont été exécutés en janvier 2014, 13 jours avant un moratoire temporaire sur la peine capitale", rappelle Amnesty.

L'ONG souligne également le manque d'indépendance et d'impartialité du pouvoir judiciaire. Le procès de plus de cent personnes, condamnées en juin pour avoir participé à une tentative de coup d'Etat en décembre 2017, a été semé "d'irrégularités de procédure et de mesures prises contre la

défense", selon Amnesty.

Le bilan de M. Obiang en matière de liberté des ONG, des militants et des journalistes alerte également Amnesty, qui souligne la fermeture par les autorités du Centre des études et initiatives pour le développement de la Guinée équatoriale (CEID-GE), une ONG de défense des droits humains, début juillet.

Teodoro Obiang Nguema, 77 ans, est arrivé au pouvoir par les armes le 3 août 1979, renversant son oncle à la tête de la Guinée équatoriale.

Il a prévu de célébrer samedi ses 40 ans au pouvoir dans trois villes du pays, notamment à Bata, la capitale économique, et Mongomo, sa ville natale.

AFP

Bénin

L'opposant Lionel Zinsou interdit d'élections pour 5 ans

L'opposant béninois Lionel Zinsou, arrivé second à la dernière élection présidentielle, a été condamné vendredi à Cotonou à cinq ans d'inéligibilité pour toutes les élections à venir et six mois d'emprisonnement avec sursis pour usage de faux documents, selon une source judiciaire.

Lionel Zinsou, ancien Premier ministre qui vit en France, a été condamné "à cinq ans d'inéligibilité pour toutes les élections à venir en République du Bénin, à six mois d'emprisonnement assorti de sursis", a déclaré une

source du tribunal de Cotonou qui l'a jugé.

Il est accusé d'avoir masqué ses dépassements de compte de la campagne électorale de 2016 en utilisant de "fausses attestations ou un certificat falsifié", note cette source.

Le procès contre Lionel Zinsou a démarré il y a environ deux mois, mais il n'a pas assisté aux audiences.

De nombreux observateurs locaux et internationaux dénoncent régulièrement un tournant autoritaire du président Patrice Talon, élu en avril 2016, dans un pays réputé pour être un

exemple démocratique en Afrique de l'Ouest.

La grande majorité des opposants à M. Talon vivent désormais en exil, déjà condamnés en leur absence ou craignant des mesures judiciaires à leur encontre s'ils reviennent au Bénin.

Condamné à 20 ans de prison pour trafic de drogue, Sébastien Ajavon, président du patronat béninois et riche homme d'affaires qui vit également à l'étranger, a été condamné à 20 ans de prison dans une affaire de trafic de cocaïne et un mandat international a été lancé contre

lui.

Fin juin, l'ancien président Boni Yayi, qui avait violemment condamné les dernières élections législatives tenues en avril dernier et auxquelles l'opposition n'a pas pu présenter de listes, a été forcé à l'exil dans une destination inconnue après deux mois de siège des forces de l'ordre autour de son domicile.

Des manifestations ont éclaté début mai et mi-juin dans des bastions de l'opposition et ont été réprimées dans le sang, faisant une dizaine de morts par balles, selon les médias.

H. M.

Soudan

Armée et contestation d'accord sur une déclaration constitutionnelle

Le Conseil militaire qui dirige le Soudan et les leaders de la contestation sont parvenus à un accord sur une déclaration constitutionnelle qui ouvre la voie à un transfert du pouvoir

aux civils, a annoncé samedi le médiateur de l'Union africaine, Mohamed El Hacem Lebat.

"Les deux délégations sont tombées pleinement d'accord sur la déclaration constitutionnelle", a déclaré le médiateur à la presse samedi à l'aube.

Cet accord, qui sera signé au cours d'une cérémonie, est intervenu après deux jours de négociations sur la transition politique au Soudan entre l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC), fer de lance de la contestation, et le Conseil militaire mis en place après la chute du président Omar el-Béchir le 11 avril.

Au terme de très difficiles négociations, les deux camps s'étaient déjà mis d'accord début juillet sur la création d'un Conseil souverain composé de cinq militaires et six civils chargé de mener la transition pendant un peu plus de trois ans.

Les points encore en suspens portaient sur les pouvoirs de ce Conseil souverain, sur le déploiement des forces de sécurité et l'immunité de généraux impliqués dans la répression de la contestation, notamment la dispersion meurtrière du sit-in devant l'armée le 3 juin à Khartoum.

M. O.

Guinée/Inde

Les présidents signent trois accords de coopération

Le président guinéen Alpha Condé et son homologue indien Ram Nath Kovind ont signé à Conakry trois accords de coopération dans plusieurs secteurs de développement, a indiqué la

Présidence guinéenne dans un communiqué publié vendredi soir.

Le premier accord signé porte sur un mémorandum d'entente entre les gouvernements guinéen et indien sur la "coopération dans le domaine du système de médecine traditionnelle et de l'homéopathie".

Le deuxième concerne le domaine des "énergies renouvelables", et le troisième est un accord dans les télécommunications.

Avant la signature des accords, les deux chefs d'Etat se sont entretenus longuement un certain nombre de questions relatives à la coopération entre leurs pays, selon la même source.

Le président indien est arrivé à Conakry jeudi à la tête d'une importante délégation gouvernementale et d'hommes d'affaires dans le cadre d'une visite de deux jours.

R. H.

Les attaques contre Obama font des remous chez les démocrates

Plusieurs candidats démocrates se sont risqués à égratigner cette semaine le bilan de Barack Obama, une stratégie jugée "périlleuse" ou carrément "suicidaire" compte tenu de l'immense popularité dont jouit l'ancien président chez les électeurs du parti.

«**A**mes camarades démocrates : faites attention quand vous attaquez le bilan d'Obama», a mis en garde Eric Holder, qui fut son ministre de la Justice. «Partez de ce bilan. Améliorez-le. Mais il y a peu à gagner - pour vous et pour le parti - à attaquer un président démocrate qui a bien réussi et reste très populaire», a-t-il encore tweeté jeudi.

La veille, lors d'un débat télévisé entre prétendants à l'investiture démocrate pour la présidentielle de 2020, le grand favori de la primaire, Joe Biden, avait vu son bilan passé au crible par ses rivaux qui, au passage, avaient éraflé Barack Obama dont il fut le vice-président pendant huit ans.

L'expulsion de trois millions de sans-papiers, l'envoi de renforts en Afghanistan, sa politique de santé ou énergétique: tout a été passé en revue, avec une sévérité inédite.

Mercredi soir, lors du premier volet des débats, Barack Obama n'avait pas été directement évoqué, mais la teneur des échanges avait montré un glissement du parti vers la gauche depuis son départ de la Maison Blanche.

Les figures progressistes Elizabeth Warren et Bernie Sanders avaient prôné l'abandon de sa réforme-phare du système de santé, «l'Obamacare», pour mettre en place une assurance maladie universelle sans aucun rôle pour les assurances privées, très largement répandues aux Etats-Unis.

Et la sénatrice du Massachusetts de dénoncer un système de santé «truqué et corrompu» mis en place avant l'élection de Donald Trump, qui «profite aux riches mais ne vaut rien pour les autres.»

«Suicide politique»

David Axelrod, qui fut l'un des stratèges de la campagne victorieuse de Barack Obama, a regretté que les candidats à la pri-



maire aient emprunté «ce chemin périlleux».

C'est du «suicide politique», a renchéri Neera Tanden, qui a également joué un rôle dans la campagne Obama et préside aujourd'hui le centre de réflexions Center for American Progress.

Les républicains n'ont pas attaqué l'ancien président Ronald Reagan - révérend à droite pour son libéralisme économique, ses valeurs conservatrices et sa main de fer envers l'URSS - «au contraire, ils se sont appuyés sur lui pendant des décennies», a-t-elle relevé.

L'épisode n'a pas échappé au président Trump, qui brigue un nouveau mandat en 2020. «Les démocrates ont passé plus de temps à attaquer Barack Obama qu'à m'attaquer, moi», a-t-il jubilé lors d'un meeting jeudi.

Conscients d'être allés trop loin, plusieurs candidats ont pris soin depuis de redire leur

admiration pour le premier président noir des Etats-Unis, qui reste très apprécié des électeurs démocrates.

Le sénateur noir, Cory Booker a ainsi assuré qu'il ne serait pas en lice si Barack Obama pouvait être candidat.

«Donald Trump aime se vanter sur l'économie mais les Américains savent que c'est le président Barack Obama qui a inversé la tendance», a tweeté l'ancien ministre Juan Castro, comme pour se faire pardonner de ses flèches adressées à la politique migratoire de son ancien président.

«Fier»

«Je n'ai que des louanges pour le président Obama», a également déclaré la sénatrice Kamala Harris, qui ambitionne d'être la première femme noire à la Maison-Blanche.

Quant à Joe Biden, qui a fait de sa proximité avec l'ancien président l'un de ses

grands arguments de campagne, il s'est dit «fier d'avoir servi le pays avec lui».

«Je ne pense pas qu'il ait besoin de s'excuser pour quoi que ce soit», a-t-il ajouté. Pendant le débat, il avait toutefois déclaré s'être opposé à l'envoi de troupes supplémentaires en Afghanistan et était resté flou sur les expulsions de sans-papiers.

«Vous ne pouvez pas invoquer le président Obama uniquement quand ça vous arrange», l'a relancé sur Twitter le maire de New York, Bill de Blasio, qui avait été le plus féroce envers Barack Obama pendant le débat.

«Je n'attaquais pas Obama, soyons sérieux», a-t-il expliqué ensuite sur la chaîne ABC, estimant légitime de questionner le bilan de l'ancien locataire de la Maison Blanche. «Vous croyez que ces questions ne vont pas arriver plus tard ?»

AFP

Taxe sur le numérique

Poker menteur entre le gouvernement et les géants américains

La taxe sur le numérique votée par le Parlement français en juillet, qui doit permettre de taxer les géants du net à hauteur des revenus qu'ils génèrent sur le sol français, a déclenché une première riposte d'Amazon. Tour d'horizon des enjeux de cette taxation:

Quel est le montant de l'impôt sur les sociétés payé par les géants américains en France ?

Si elles génèrent bien souvent d'importants volumes de ventes dans les différents pays européens, les grandes entreprises du numérique sont passées maîtres dans l'art d'utiliser les possibilités d'optimisation fiscale dans l'Union européenne, en profitant notamment de l'implantation de leur siège européen dans un pays à faible assiette fiscale, comme le Luxembourg ou l'Irlande.

Bien souvent elles facturent depuis ces pays les services ou espaces publicitaires vendus en France, ce qui diminue mécaniquement le chiffre d'affaires réalisé dans le pays et plus encore les bénéfices qui y sont générés.

Google France n'a ainsi payé que 17 millions d'euros d'impôt sur les bénéfices en 2018, déclarant 411 millions d'euros de chiffre d'affaires et seulement 29 millions de bénéfice. Or, ses recettes publicitaires sur le marché français

peuvent être estimées à «environ 2 milliards d'euros» selon le Syndicat des régies internet, cité par le directeur général de Google France, Sébastien Missoffe, en décembre 2018.

Selon la commissaire européenne à la Concurrence, Margrethe Vestager, les entreprises numériques paient en moyenne 9% d'impôts en Europe, contre 23% pour les autres sociétés.

Quel est l'objectif de la «taxe Gafa» ?

La taxe sur le numérique française, surnommée «taxe Gafa» car les géants Google, Amazon, Facebook et Apple désignés par cet acronyme vont être particulièrement concernés, doit permettre de taxer le chiffre d'affaires réalisé effectivement en France.

Les entreprises visées devront s'acquitter d'un montant de 3% de leur chiffre d'affaires, une base de taxation plus facile à établir que les profits, selon le gouvernement. Cette taxe doit couvrir trois activités: les publicités en ligne, la vente à des tiers des données personnelles et l'«intermédiation» (la mise en relation par des plates-formes d'entreprises et de clients, comme les places de marché, ou marketplace). La taxe devrait rapporter 400 millions cette année puis 450 millions en 2020, 550 mil-

lions en 2021 et 650 millions en 2022, selon les estimations de Bercy.

Elle est censée être transitoire, le temps de trouver un accord au niveau mondial, en pratique au niveau de l'OCDE. Le sujet devrait être abordé lors du prochain sommet du G7, qui doit se tenir fin août à Biarritz.

Qui est concerné par cette taxe ?

Les entreprises qui réalisent plus de 750 millions d'euros de chiffre d'affaires dans le monde et plus de 25 millions d'euros en France.

Cela représente un peu moins d'une trentaine d'entreprises, parmi lesquelles Google, Amazon, Facebook et Apple. S'y ajoutent des plates-formes de vente en ligne, comme Rakuten ou Alibaba, ou de services, tels Uber ou AirBnB, ainsi que des entreprises spécialisées dans la ciblage publicitaire grâce à l'exploitation des données personnelles, à l'image du français Criteo.

Les entreprises vont-elles répercuter cette taxe ?

Amazon a informé les vendeurs présents sur sa plate-forme de mise en relation avec les consommateurs (sa marketplace) que les com-

missions prélevées sur les ventes augmenteraient de 3%, soit entre quelques dixièmes de point de pourcentage et 1,5 point de hausse des prix. En revanche, le géant ne prévoit pas d'augmenter ses prix sur les produits vendus en France par Amazon lui-même, ni sur les services Amazon Web Services, Amazon Prime ou encore sur l'activité publicité.

Il s'agit d'une forme de mise en garde adressée au ministre français de l'Economie. En mai, Bruno Le Maire avait jugé que «le consommateur, jusqu'à preuve du contraire ne payait pas pour la publicité qu'il regardait». «Or, c'est le principal revenu de cette taxe», avait-il souligné. La majorité des autres entreprises potentiellement concernées par cette taxe se montrent très discrètes sur leurs intentions. Interrogés par l'AFP, Facebook, Google et Apple n'ont pas fait de commentaire, Uber ne répondant pas aux sollicitations.

Très présent en France depuis le rachat de PriceMinister, le japonais Rakuten affirme que ses tarifs n'augmenteront pas en 2019 et se décidera ensuite selon l'impact de la taxe sur ses résultats. Criteo a assuré de son côté n'avoir pas l'intention de répercuter la taxe sur ses clients.

AFP

Fin du traité INF



Washington va développer de nouveaux missiles

Les Etats-Unis ont signalé vendredi leur intention d'accélérer le développement de nouveaux missiles conventionnels quelques heures après avoir acté avec la Russie la mort de l'emblématique traité INF sur les arsenaux intermédiaires, semblant justifier les craintes d'une relance de la course aux armements.

Après six mois de dialogue de sourds et d'accusations réciproques de violations, Russie et Etats-Unis ont laissé expirer l'ultimatum lancé par l'administration de Donald Trump en février, s'accusant mutuellement d'être responsables de la fin de ce texte bilatéral datant de la Guerre froide.

Le président américain a fait savoir que tout nouveau traité devrait aussi inclure la Chine, dont la montée en puissance militaire préoccupe de plus en plus Washington.

Pour les Américains, Moscou a accru ces dernières années ses capacités d'une manière incompatible avec le traité INF, qui concernait les missiles d'une portée de 500 à 5.500 kms et avait permis dans les années 1980 l'élimination des missiles russes SS20 et américains Pershing, au cœur de la crise des euromissiles.

«Maintenant que nous nous sommes retirés, le ministère de la Défense va poursuivre pleinement le développement de ces missiles conventionnels tirés depuis le sol dans une réponse prudente aux actions de la Russie», a déclaré le ministre américain de la Défense, Mark Esper.

La Russie a répliqué en accusant Washington d'avoir «commis une grave erreur» et créé «une crise pratiquement insurmontable». Elle a de nouveau proposé un «moratoire sur le déploiement d'armes de portée intermédiaire», ce que l'Otan a rejeté.

Le secrétaire général de l'Alliance atlantique Jens Stoltenberg a assuré que les Occidentaux ne voulaient pas «d'une nouvelle course aux armements». Mais

les signaux envoyés par Moscou et Washington suscitent de sérieuses préoccupations, en particulier en Europe.

Pays neutre aux premières loges de la Guerre froide, l'Autriche s'est inquiétée de la «menace» planant désormais sur l'Europe et elle a appelé Moscou et Washington à s'engager de façon «volontaire» à ne pas déployer de missiles nucléaires de moyenne portée sur le continent.

«La fin de ce traité accroît les risques d'instabilité en Europe et érode le système international de maîtrise des armements», a renchéri Paris.

Nouvelle course aux armements ?

«Les Etats-Unis ont évoqué leurs inquiétudes auprès de la Russie dès 2013», a rappelé le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, qui se targue du «plein soutien» des pays membres de l'Otan. Mais Moscou a «systématiquement repoussé durant six ans les efforts américains pour que la Russie respecte à nouveau» le texte, a-t-il ajouté.

En cause, les missiles russes 9M729, qui représentent selon lui une «menace directe» pour les Américains et leurs alliés, bien que la Russie assure qu'ils ont une portée maximale de 480 km.

Plusieurs discussions entre les deux puissances rivales se sont révélées infructueuses depuis février. Elles avaient même des raisons de vouloir sortir de ce texte qui fut négocié par Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev en décembre 1987.

Le Pentagone veut avoir les mains plus libres pour moderniser son arsenal afin de contrer la montée en puissance de la Chine, qui cherche à affirmer sa supré-

matie militaire en Asie.

S'exprimant vendredi dans les jardins de la Maison-Blanche, Donald Trump a estimé que Pékin comme Moscou devraient être partie prenante de tout nouveau texte visant à remplacer le traité INF. «Cela serait une très bonne chose pour tout le monde», a-t-il confié.

Et côté russe, le Kremlin n'est pas mécontent de se débarrasser d'un outil jugé à l'avantage de Washington.

Mike Pompeo a assuré que l'administration Trump souhaitait inaugurer «une nouvelle ère du contrôle des armements» dépassant le cadre bilatéral américano-russe et concernant également la Chine — une proposition qui ne semble pas intéresser Pékin à ce stade.

«La Russie voudrait faire quelque chose au sujet d'un traité nucléaire. Je suis d'accord», a lâché jeudi, sans plus de précisions, le président Trump.

Il ne reste désormais en vigueur qu'un seul accord nucléaire bilatéral entre Moscou et Washington: le traité Start, qui maintient les arsenaux nucléaires des deux pays bien en-deçà du niveau de la Guerre froide et dont le dernier volet arrive à échéance en 2021.

«Les chances qu'il soit prolongé sont faibles. Dans ces conditions, plus rien ne limitera la nouvelle course aux armements nucléaires entre les Etats-Unis et la Russie», pronostique l'analyste russe Alexandre Saveliev.

Si l'administration Trump a promis pour l'heure de ne pas déployer de nouveaux missiles nucléaires en Europe, elle n'a fait aucune promesse sur le déploiement d'armes conventionnelles.

AFP

Sous pression, le candidat de Trump pour diriger le renseignement national renonce

La pression fut trop forte: critiqué pour son manque d'expérience et accusé d'avoir exagéré certains faits d'armes, l'élu républicain John Ratcliffe, choisi par Donald Trump pour occuper le poste, sensible, de directeur du renseignement national, a annoncé vendredi son retrait.

Le président américain, dont il est un fidèle, a dénoncé «la manière très injuste» dont M. Ratcliffe a été traité par «les grands médias bidon».

«Plutôt que de subir des mois de calomnies, j'ai expliqué à John à quel point ce serait terrible pour lui et sa famille d'avoir affaire à ces gens-là. John a donc décidé de rester au Congrès», a tweeté M. Trump, en précisant qu'il allait révéler le nom de son nouveau candidat «sous peu».

L'intéressé, 53 ans, a dit dans un communiqué être «très reconnaissant envers le président» mais qu'en raison du vif débat suscité par sa nomination, il avait décidé de demander «au président de nommer quelqu'un d'autre» à cette fonction qui coordonne les activités de la CIA, de la NSA et des 15 autres services de renseignement américains.

«Je reste convaincu qu'une fois confirmé à ce poste, j'aurais oeuvré avec l'objectivité, l'impartialité et l'intégrité dont ont besoin et que méritent nos agences du renseignement», a-t-il affirmé. «Toutefois, je ne veux pas qu'un débat, même erroné, sur la sécurité nationale et le renseignement autour de ma confirmation devienne une affaire purement politique et partisane», a-t-il ajouté.

L'annonce a aussitôt été accueillie avec soulagement par des responsables démocrates. «Dieu merci», a réagi le chef des démocrates au Sénat, Chuck Schumer. Le nom de John Ratcliffe «n'aurait jamais dû être envisagé. Le prochain directeur du renseignement national doit être quelqu'un d'impartial, qui voit le monde objectivement et tient tête au pouvoir». Côté républicain, Richard Burr, président de la commission du Renseignement du Sénat, a sobrement dit «respecter la décision de John Ratcliffe».

Inquiétudes

Le choix de John Ratcliffe, ancien maire d'une banlieue aisée de Dallas, au Texas, et procureur fédéral pendant tout juste un an, en 2007, avait été critiqué notamment par des démocrates, en raison du manque d'expérience de l'élu et de son dévouement au président.

M. Ratcliffe est souvent apparu sur la chaîne conservatrice Fox News pour critiquer l'enquête du procureur spécial Robert Mueller et déclarer qu'il n'avait «pas vu de preuve» qu'une ingérence de la Russie dans l'élection présidentielle de 2016 ait contribué à la victoire de M. Trump.

Son entourage au Congrès a par ailleurs affirmé que durant son mandat de procureur, il avait dirigé les poursuites dans d'importantes affaires de terrorisme, mais aucune trace de son implication dans ce genre d'affaires n'a été trouvée dans les archives judiciaires.

Et selon le Washington Post, il a largement exagéré son rôle, mais aussi les faits eux-mêmes, en assurant avoir arrêté plus de 300 migrants clandestins en un jour au Texas.

L'actuel directeur du renseignement national, Dan Coats, quittera ses fonctions le 15 août après deux ans à ce poste.

Pendant ce mandat, M. Trump a fréquemment ignoré l'avis de M. Coats et l'a tenu à l'écart de certains dossiers, notamment des relations avec la Russie.

Le rôle du directeur du renseignement national est d'établir des priorités parmi les menaces auxquelles le pays est confronté. Toutes les personnes ayant occupé ce poste jusque-là ont été d'anciens diplomates versés dans les questions de sécurité nationale, des militaires à la retraite, des anciens responsables du Pentagone ou des directeurs d'agences de renseignement.

Le départ de M. Coats sera le dernier en date d'une longue série au plus haut niveau de l'administration Trump.

Ont, notamment quitté leurs fonctions depuis le début du mandat de M. Trump le secrétaire à la Défense Jim Mattis, la secrétaire à la Sécurité intérieure, Kirstjen Nielsen, le chef de cabinet de la Maison-Blanche, John Kelly et le secrétaire d'Etat, Rex Tillerson.

AFP

Femmes autorisées à voyager sans permission

Jubilation et colère en Arabie saoudite

Avancée vers l'égalité selon certains, mesure dangereuse ou "contraire à l'islam" pour d'autres: l'autorisation accordée aux Saoudiennes de voyager à l'étranger sans l'accord d'un "gardien masculin" fait débat dans un royaume qui tente de changer son image ultraconservatrice.

Les Saoudiennes de plus de 21 ans vont être autorisées à obtenir un passeport et à voyager à l'étranger sans l'accord préalable de leur «gardien» (père, mari, fils ou autre parent), a annoncé jeudi le gouvernement.

Autres changements qui, sans le démanteler, affaiblissent le système de «gardien» obligatoire pour les femmes: les Saoudiennes pourront désormais déclarer officiellement une naissance, un mariage ou un divorce, et être titulaires de l'autorité parentale sur leurs enfants mineurs, des prérogatives jusqu'ici réservées aux hommes.

Pour la princesse Rima bint Bandar, première femme ambassadrice de l'Arabie saoudite aux Etats-Unis nommée en février, c'est une nouvelle page de «l'Histoire» qui s'écrit.

«C'est une approche qui créera incontestablement un changement», a-t-elle estimé



sur Twitter.

La décision a entraîné une vague de jubilation sur les réseaux sociaux où les hashtag «No Guardianship Over Women Travel» (pas de gardiennage sur les voyages des femmes) ou «This is our time» (c'est notre moment) gagnent en popularité.

De nombreux «memes», ces montages photos humoristiques, montrant des femmes se précipiter à l'aéroport ont été postés.

Les réformes s'inscrivent dans la série de mesures de libéralisation du prince héritier Mohammed ben Salmane, homme fort du royaume ultraconservateur, qui tente par ailleurs d'en moderniser l'économie, dépendante des hydrocarbures.

La plus emblématique des réformes a été celle permettant aux femmes de conduire une voiture depuis juin 2018. Les femmes ont également été autorisées récemment à assister à des matches de football et à accéder à

des emplois autrefois réservés aux hommes.

Evasions

«Les rêves de certaines femmes ont été brisés à cause de leur impossibilité de quitter le pays pour (...) étudier à l'étranger, répondre à une offre d'emploi ou même fuir si elles le désiraient», a commenté sur Twitter la femme d'affaires saoudienne Muna AbuSulayman. Ces réformes sont toutefois insuffisantes aux yeux des critiques, qui soulignent que le système de «gardien masculin» est encore loin d'être aboli.

Ces derniers mois, plusieurs affaires d'évasions à l'étranger de jeunes Saoudiennes se déclarant victimes de violences de la part de leurs «gardiens» ont défrayé la chronique.

Début 2019, une Saoudienne de 18 ans, Rahaf Mohammed al-Qunun, a obtenu l'asile au Canada après avoir dans un premier

temps été arrêtée à l'aéroport de Bangkok. L'ambassade saoudienne à Bangkok avait été critiquée pour avoir prétendument tenté de rapatrier la jeune femme contre son gré.

«Ces changements vont forcément provoquer des craintes chez les familles saoudiennes (...)\», a dit Kristin Diwan de l'Arab Gulf States Institute à Washington. «Probablement le gouvernement ne cherchera plus à faire revenir (ces femmes) contre leur gré, avec la fin des restrictions».

«Contraire à l'islam»

Des responsables saoudiens se disent déterminés à lutter contre les abus du système de «gardien». Mais ils soulignent que ce système ne pourra être démantelé que progressivement afin de prévenir toute contre-offensive des milieux les plus réactionnaires au sein d'une société profondément patriarcale.

Les annonces ont entraîné une réaction de membres ultraconservateurs de la société qui ont partagé des vidéos de prêches de religieux saoudiens, prônant le système de «gardien masculin». Certains ont dénoncé un changement «contraire à l'islam».

Un internaute a publié sur Twitter un portrait d'une femme voilée des pieds à la tête se tortillant sous une barrière de barbelés et réapparaissant très légèrement vêtue de l'autre côté.

Ces réformes surviennent aussi alors que l'Arabie saoudite est critiquée pour son comportement en matière de droits humains, notamment pour le procès contre onze militantes s'étant élevées publiquement contre le système de «gardien masculin».

La plus célèbre des militantes, Loujain al-Hathloul, a eu 30 ans en prison cette semaine. Elle et d'autres activistes, poursuivies pour des contacts avec des médias étrangers, des diplomates et des organisations de défense des droits humains, affirment avoir été torturées et harcelées sexuellement pendant leur détention. Amnesty International a appelé Ryad à «mettre fin aux persécutions des militantes des droits des femmes» et à «libérer immédiatement celles qui sont détenues pour leurs activités pacifiques».

AFP

Mexique

Trois journalistes assassinés en une semaine

Deux journalistes ont été tués par balles vendredi au Mexique, portant à trois le nombre de reporters assassinés cette semaine dans ce pays, et neuf cette année, ont rapporté samedi des médias, citant des sources officielles. Jorge Celestino Ruiz, qui travaillait pour le quotidien El Grafico de Xalapa, a été abattu dans la nuit de vendredi à samedi dans la municipalité d'Actopan, dans l'Etat de Veracruz (est), a confirmé le maire de la ville, Paulino Dominguez, cité par l'agence AFP.

Selon une source policière, qui a requis l'anonymat, la maison de Ruiz avait été «la cible de tirs» en octobre. Des «coups de feu avaient également été tirés sur son véhicule pour l'intimider», a ajouté cette source, sans plus de détails. Selon des collègues du journaliste, Celestino Ruiz ne signait plus ses articles pour faire profil bas.

Ce meurtre est survenu moins de 24 heures après celui du directeur et rédacteur en chef du site d'information La Verdad de Zihuatanejo, Edgar Alberto Nava, tué lui dans l'Etat de Guerrero (sud), selon le bureau du procureur local. Nava, qui était également employé de mairie, «a reçu une balle tirée par une arme de calibre 9 mm», selon cette source.

Mardi, le cadavre de Rogelio Barragan, directeur du portail internet d'informations Guerrero Al Instante, avait été découvert dans le coffre d'une voiture abandonnée dans l'Etat de Morelos (centre) avec des blessures à la tête.

Par ailleurs, les locaux du quotidien local El Monitor de Parral, dans l'Etat de Chihuahua (nord), ont été attaqués mercredi à l'aide de cocktails molotov, sans faire de victime. A la suite de quoi le journal a annoncé qu'il cesserait de publier des articles politiques ou sur des faits divers dans l'espoir d'éviter toute nouvelle agression. En 2018, dix journalistes avaient été assassinés dans différentes régions du pays.

H. N.

Venezuela

Maduro dénoncera à l'ONU la "menace illégale" de Trump

Le président vénézuélien, Nicolas Maduro a affirmé vendredi que son gouvernement dénoncera devant l'ONU ce qu'il considère comme une «menace illégale» du président américain Donald Trump, qui a laissé entendre qu'il pourrait imposer un embargo au Venezuela.

«Personne ne bloque le Venezuela!» a affirmé le président vénézuélien dans un message à la radio et à la télévision.

M. Trump, qui ne reconnaît pas M. Maduro comme son homologue, a évoqué jeudi très brièvement l'éventualité d'imposer un embargo au Venezuela au milieu d'une série de questions-réponses avec la presse, sans donner davantage de détails.

«J'ai donné des instructions au représentant du Venezuela à l'ONU Samuel Moncada, pour qu'il dénonce aujourd'hui

devant le Conseil de sécurité cette menace illégale et criminelle de Donald Trump: un blocus maritime et un isolement du Venezuela», a indiqué M. Maduro.

«Les mers du Venezuela seront libres, souveraines et indépendantes, nous les naviguerons comme nous le souhaitons», a-t-il poursuivi. Washington a imposé en avril un embargo pétrolier au Venezuela pour accentuer la pression sur Nicolas Maduro et le contraindre à quitter le pouvoir.

Les Etats-Unis, suivis depuis par une cinquantaine de pays, ont été les premiers en début d'année à reconnaître comme président par intérim le chef de l'opposition vénézuélienne Juan Guaido.

Le dialogue se poursuit entre les délégués du président vénézuélien Nicolas Maduro et de l'opposant Juan Guaido. Ils se

sont engagés à trouver une solution «constitutionnelle» à la crise vénézuélienne, a déclaré vendredi le gouvernement norvégien, qui fait office de médiateur, après une nouvelle session de discussions à La Barbade.

L'opposition considère que le nouveau mandat entamé par le président chaviste en janvier dernier est illégitime parce qu'il résulte d'une élection présidentielle faussée, selon elle, par la fraude.

Mais Nicolas Maduro refuse catégoriquement de démissionner. Après six mois de crise politique, le président socialiste est toujours là, et l'opposition n'arrive plus à mobiliser la foule des départs malgré les graves difficultés économiques et sociales que connaît le pays.

H. K.

Chine

Plus de 27 kg de méthamphétamine saisis dans le sud-ouest

La police a arrêté quatre suspects et saisis 27,5 kg de méthamphétamine dans de la province chinoise du Yunnan (sud-ouest), ont annoncé samedi les autorités locales.

«Après avoir reçu des informations début juillet, la police de Longling, district de la ville de Baoshan, a envoyé des forces spéciales dans la ville de Jinghong et la préfecture autonome Dai de Xishuangbanna en vue d'enquêter sur cette affaire», selon les autorités. «Le 25 juillet, la police a arrêté 2 suspects à Jinghong et saisi

27,5 kg de méthamphétamine dissimulés dans leur véhicule. Deux autres suspects ont ensuite été appréhendés dans un hôtel local», poursuit-t-on. Selon la police, les suspects comptaient acheminer et vendre ces stupéfiants dans le nord de la Chine.

Limitrophe du Triangle d'or, connu pour la production et le trafic endémiques de drogue, le Yunnan constitue un front important dans la lutte de la Chine contre la criminalité liée à la drogue.

H. K.

Théâtre du Sud à Alger

Hikayatou manboudine confronte le monde des choses à celui des idées

La scène des 9^{ème} Journées théâtrales du Sud a accueilli, mercredi soir à Alger, le spectacle, Hikayatou manboudine (Histoire d'opprimés), une comédie noire qui pose le problème de la place de l'intellectuel dans la société, en présence d'un public relativement nombreux.



Produit par l'association Sahara pour le théâtre et les arts audiovisuels de Tindouf, le spectacle, présenté au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA), a été mis en scène par Dris Benhedid sur un texte écrit par le dramaturge saoudien Abbes El Hayek, sous le titre de El Mezballa el fadila (La

décharge idéale).

Farce humaine d'une durée de 75 mn, Hikayatou manboudine, est l'histoire d'un groupe d'intellectuels qui ont décidé de s'extraire à la société, en élisant domicile devant une décharge publique, car écartés de fait par une société de consommation, où le monde des choses domine celui des idées.

Au milieu de détrit, de débris et de déchets de toutes sortes, un journaliste-écrivain, un musicien, un comédien, ainsi qu'un réparateur d'appareils électroniques et un autre de leurs amis, constatant l'absence flagrante, dans leur cité, de projet de société où l'échelle des valeurs serait dûment établie, décident de créer la vie entre eux,

en entretenant juste des rapports humains.

Menant d'interminables discussions qui tournent vite au débat, où chacun y va de ses arguments, le groupe d'intellectuels arrive, tant bien que mal, à survivre, faisant de leur condition un moyen pour protester contre ce manque de considération caractérisé, jusqu'au jour où un employé, préposé au nettoyage et au balayage des rues (éboueur), débarque pour faire évacuer les lieux.

Mahdjoub Sembaoui, Sami Telmini, Abdelkrim Arafa, Mohamed Omari, Ahmed Amine Belkarama et Hamza Dennaï, ont bien porté le texte, occupant judicieusement tous les espaces de la scène, dans un spectacle déroulé sans ambiance musicale, qui aura servi, selon le metteur en scène, à la "formation des comédiens", présents sur scène pour "la première fois, a-t-il tenu à préciser.

Le spectacle, déployé dans le registre du théâtre "réaliste-classique", a donné du plaisir au public qui a beaucoup ri, donnant du bon répondant aux différentes situations proposées et applaudissant longuement les comédiens à l'issue de la représentation.

Outre les représentations théâtrales, des conférences, des débats, des masters-class, des expositions et des rencontres littéraires sont au programme des 9^{ème} Journées du théâtre du sud qui accueillent, jeudi au TNA, les spectacles Wadjaâ (douleur) de Tindouf et El Kar wel'Far de Djanet, invité d'honneur de cette édition.

R. C.

Tlemcen

Lancement du Ciné plage à Marsa Ben M'hidi

La troisième édition du Ciné plage a été lancée jeudi soir à la plage de Marsa Ben M'hidi (wilaya de Tlemcen), a-t-on appris des organisateurs.

La cérémonie d'ouverture de cette manifestation, organisée par le Palais des arts et des expositions de Tlemcen en collaboration avec le Centre national du cinéma et audiovisuel, a été marquée par la projection, à partir d'un camion doté d'un écran géant, de plusieurs films algériens ayant attiré les estivants, a déclaré le directeur du centre, Amine Boudefla.

L'édition, qui se poursuit jusqu'au 6 août, prévoit la projection de 20 films algériens dont Deux femmes, L'inspecteur Tahar et Le clandestin et de nouveaux films produits par le ministère de la Culture.

Cette manifestation qui vise à relancer l'activité de divertissement, prévoit une caravane avec écran géant pour sillonner les plages d'Oued Benabdellah de Ghazaouet et Honaïne, a-t-on fait savoir.

Le programme de cette édition prévoit aussi des dessins animés, des jeux et deux expositions de photos de sites.

Cette manifestation sera ponctuée par un mariage traditionnel d'Alger organisé par l'association culturelle El Wissal en collaboration avec une association d'Alger.

H. M.

L'association Izelman présente son oeuvre El Kar wel Far

La troupe Izelman (Ilizi) a présenté, jeudi soir au Théâtre national, Mahieddine-Bachtarzi (TNA) sa pièce El Kar wel Far dans le cadre de la 9^{ème} édition des journées du théâtre du Sud.

Produite par l'Association Izelman pour le patrimoine culturel et de l'artisanat, El Kar wel Far braque la lumière sur la vie quoti-

dienne des Touareg d'antan, privés de leurs biens et de leurs droits, ainsi que sur les événements historiques ayant eu lieu dans cette région frontalière avec la Lybie, notamment la bataille Tebbou.

Le metteur en scène, Othman Oukacem, a concrétisé avec brio des tableaux de la vie quotidienne et culturelle des Touareg en

ajoutant des morceaux d'Imzad, un instrument traditionnel de musique connu chez les tribus targuies joué souvent par les femmes.

La 9^{ème} édition des Journées du Théâtre du Sud se poursuit jusqu'au 3 août avec la participation de huit troupes de théâtre des wilayas du Sud.

Des conférences, des ateliers de forma-

tion, des débats et des expositions auront lieu également en parallèle.

La clôture des journées de théâtre du Sud verra la présentation de la pièce Kossouf de l'association culturelle des arts dramatiques Sarkhat Errak'h de Tamanrasset.

Y. K.

Devant une assistance nombreuse

Clôture en apothéose du Festival international de Timgad

Le rideau est tombé, dans la soirée de jeudi à vendredi, sur la 41^{ème} édition du Festival international de Timgad (Batna) avec une clôture en apothéose de cette traditionnelle manifestation.

Devant une assistance nombreuse qui s'est donnée rendez-vous, cinq soirées durant au Théâtre de plein air de Timgad, le chanteur Aïssa Brahimi, accueilli par un déluge d'ovation a chanté et enchanté, proposant aux familles présentes, aux jeunes et moins jeunes un bouquet de chansons puisées du patrimoine chaoui. La troupe folklorique Refaâ de N'gaous a pris le relais et

au son du bendir et gasba, le chanteur de la troupe, Malik Chaoui a enflammé la scène entonnant des tubes de la chanson chaouie moderne.

Les troupes Thaziri de Merouana et Mezoud Sidi Merzoug de Batna enchaînent et font voyager le public dans le monde des sonorités chaouies présentant un cocktail d'anciennes et de nouvelles chansons, ovationnées par les présents.

Cette soirée de clôture a été ouverte par le spectacle chorégraphique,

Hamassat Ajijal produit par le commissariat du festival et mis en scène par Madjid Kouitane, où une

demi-heure durant, des danseurs ont présentés des tableaux chorégraphiques relatant des époques de l'histoire de l'Algérie, depuis de la guerre de Libération nationale, l'indépendance, puis la décennie noire et l'actuelle époque, subjuguant par la justesse de leur interprétation et l'harmonie de leurs gestes servie par une musique captivante, d'autant que le message était de préserver l'Algérie et la protéger des éventuels dangers.

Au cours d'une conférence de presse précédant la soirée de clôture, le commissaire du Festival, Youcef Boukhentache, a estimé que l'édition 2019 du Festival inter-

national de Timgad était meilleure que celle de 2018, arguant que le casting de cette édition était fructueux, en témoigne, a-t-il soutenu, "la présence du public à chaque soirée".

Il a ajouté que le commissariat du festival œuvre à créer un partenariat avec le théâtre national pour programmer dans les prochaines éditions du festival, des spectacles chorégraphiques et théâtrales, soulignant que le théâtre faisait partie du programme du Festival international de Timgad dans ses premières éditions.

Soulignant que le budget de cette édition, a été "réduit de 40%

par rapport à l'édition précédente", le commissaire du Festival a salué les efforts déployés par la wilaya de Batna et les partenaires de cette édition, l'ONDA et l'ONCI notamment.

En dépit des "couacs" enregistrés notamment ceux relatifs au retard dans le début des soirées, la sonorisation défectueuse par moment, l'édition 2019 du Festival international de Timgad, dont le coup d'envoi a été donné le 28 juillet dernier par la ministre de la Culture, Meriem Merdaci a réussi à créer une atmosphère de gaieté et de joie et a drainé, chaque soirée un public nombreux.

L. O.

PAROLES DE FEMMES

" L'amour est ce je ne sais quoi, qui vient de je ne sais où, et qui finit je ne sais comment. "

Madeleine de Scudéry

FEMMES

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

ILS ONT DIT :

" En amour, quand tu demandes à ce que Dieu t'emmène une bonne personne assure-toi d'être une PERLE pour cette dernière. L'amour n'est pas à sens unique "

Nathy LaBell

Quand les fans de Kate Middleton taquinent Meghan Markle

Les aficionados de la Couronne britannique ont tous choisi leur camp. Entre les fans de Meghan Markle et ceux de Kate Middleton, la bataille fait rage?! Ces derniers ne manquent jamais une occasion de s'en prendre gentiment à la mère du petit Archie.

C'est bien connu : tous ceux qui s'intéressent de près ou de loin à la famille royale britannique possèdent leurs chouchous au sein de ce clan pas comme les autres. Certains font

partie du fan-club de Meghan Markle et du prince Harry et d'autres soutiennent Kate Middleton et le prince William depuis des années. Pas étonnant donc que ces admirateurs de la première heure ne manquent pas une occasion de mettre en avant leur couple royal préféré... quitte à taquiner Meghan Markle?! L'ancienne star de *Suits* a préparé de A à Z le numéro de rentrée du *Vogue* anglais et a décidé d'y mettre à l'honneur, en couverture, 15 femmes qui représentent " les forces du changement ". Elle a ensuite demandé à ses abonnés de se prêter, eux aussi, à l'exercice. Le but?? Suivre 15 comptes Instagram inspirants pendant le mois d'août afin de leur donner de la visibilité.

Amenés à donner les noms de celles et ceux qui les inspirent, les internautes s'en sont donné à cœur joie... Dans les commentaires de la publication Instagram, nombre

d'entre eux ont cité Kate Middleton?! La maman de George, Charlotte et Louis a la cote et les abonnés ne se sont pas privés de le faire savoir à la femme d'Harry, à grand renfort de superlatifs. " Le duc et la duchesse de Cambridge, Kate devrait être sur la couverture de *Vogue*?! " a écrit l'un d'entre eux.

Pour l'heure, la duchesse de Sussex n'a pas décidé quels seraient les heureux élus. Mais la belle-sœur de Meghan Markle ne devrait, a priori, pas en faire partie. Et c'est totalement normal. Meghan a décidé de mettre en avant chaque mois des causes différentes en suivant leurs comptes Instagram et ne peut donc pas suivre les Cambridge. Elle choisit ses batailles avec beaucoup de soin et apaiser les rumeurs de conflit ne semble pas faire partie des priorités...



FORME



Si vous passez la nuit sans dormir, voici quelques conseils pour être en forme, demain, au boulot.

ÉVEILLEZ VOTRE REGARD

Avant d'attaquer la journée, qui s'annonce très très longue, pensez à sauver les apparences et avoir l'air en forme. Pour éviter que vos petits yeux endormis ne trahissent la folle nuit que vous avez vécue, il faut réussir à les dégonfler. Pour cela, une méthode de grand-mère qui a déjà fait ses preuves : appliquez sur chaque œil une rondelle de concombre pendant une quinzaine de minutes. L'objectif est de décongestionner les poches et de faciliter la circulation du sang. Ensuite, utilisez un anti-cernes, un ton plus clair que votre couleur de peau naturelle pour éclaircir le regard et atténuer le côté violacé des cernes. Méfiez-vous cependant des teintes trop claires qui

7 conseils pour surmonter une nuit blanche

peuvent donner un effet gris !

FAITES LE PLEIN DE VITAMINES

Le petit déjeuner est d'autant plus capital que votre corps n'a pas pu recharger ses batteries pendant la nuit. Faites donc le plein de vitamines en consommant des fruits frais et n'oubliez pas les sucres lents, présents dans le pain complet ou les céréales.

FAITES LE PLEIN DE VITAMINES

Au déjeuner, ne vous jetez pas sur les plats riches en graisses et en sauce, cela pèserait sur votre estomac et vous plongerait dans un état de somnolence tout le reste de la journée. Préférez un plat léger et riches en protéines, composé de poisson (moins lourd que la viande), de légumes et de pâtes pour vous permettre de tenir jusqu'au dîner.

NUIT BLANCHE : PRENEZ UNE DOUCHE DYNAMISANTE

Contrairement aux idées reçues, une douche qui réveille n'est pas forcément froide. Inutile de vous punir en prenant une douche glacée ! Elle pourrait même provoquer l'effet inverse en faisant baisser la température de votre corps et vous donnant ainsi envie de vous blottir au fond du lit.

PRENEZ UNE DOUCHE DYNAMISANTE

Une douche tiède, pas trop longue, suffit à redémarrer. De plus, après une nuit blanche, le corps manque cruellement de repos, pas la peine d'en rajouter. Si vous avez passé la nuit à danser ou debout dans un bar, un jet d'eau froide sur les jambes peut cependant être utile pour faciliter la circulation sanguine et favoriser le retour veineux, et ainsi éviter l'effet jambes lourdes qui risque de vous rattraper en fin de journée.

Un massage post-nuit blanche : associée à

une huile végétale neutre, l'huile essentielle de cyprès peut s'avérer très efficace. Après la douche (ou à la mi-journée) massez-vous les jambes avec ce mélange pour relancer la circulation des jambes.

SORTEZ

Pas facile de rester les yeux grands ouverts devant un ordinateur et sous la lumière des lampes de bureaux quand on n'a pas dormi de la nuit. N'hésitez donc pas à faire des pauses et à sortir le plus possible à l'extérieur pour prendre l'air. Faire le tour du bâtiment où vous travaillez vous permettra de vous tenir éveillée et de vous rebooster un peu. De plus, s'exposer à la lumière naturelle du jour est le meilleur moyen de faire comprendre à votre organisme, dont l'horloge est un peu désorientée, que ce n'est (toujours) pas le moment de dormir mais d'être active !

POINTS NOIRS

COMMENT S'EN DÉBARRASSER (SANS LES PERCER)

Plus petit qu'une tache de rousseur mais beaucoup moins joli qu'un grain de beauté, le point noir aime s'inviter sur les peaux grasses et mixtes des femmes, même à l'âge adulte. D'où viennent-ils, comment les prévenir et les faire déguerpir le plus naturellement possible ? On fait le point.

LES POINTS NOIRS C'EST QUOI ?

Un point noir est un comédon qui s'est oxydé. Cela se produit quand des cellules de la

couche cornée s'amoncellent avec du sébum dans un pore particulier appelé follicule pilo-sébacé. Si la glande sébacée produit trop de sébum, celui-ci baisse en acidité. Il devient alors le mets préféré des bactéries qui se nourrissent des déchets cellulaires. Cet amoncellement de sébum et de déchets cellulaires finit par former un bouchon de sébum qui s'oxyde et durcit au contact de l'air et de la pollution. C'est le point noir. Noir en raison de son aspect

bruni, à l'image de la pomme croquée qui noircit à l'air libre. Une fois sorti, le point noir peut camper plusieurs mois sur son terrain de jeu favori (nez, mentons, tempes, front). Si on a le malheur de le manipuler, le point noir peut évoluer en bouton d'acné ou pustule, un bouton issu d'une inflammation du follicule pileux. On a compris, pour éviter de pointer chez le dermatologue, mieux vaut traiter les points noirs en douceur !



Les DEBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Affaire EST-WAC

Belkebla restera jusqu'en 2022

Le milieu international algérien du Stade brestois, promu en Ligue 1 française de football, Haris Belkebla, a prolongé son contrat pour une saison supplémentaire, soit jusqu'en 2022, a annoncé le club sur son site officiel. Arrivé l'été dernier en provenance de Tours (Ligue 2), Haris Belkebla s'est immédiatement imposé comme un titulaire indiscutable dans l'entrejeu brestois (33 matchs de Ligue 2). Le nouvel entraîneur Olivier Dall'Oglio devrait de nouveau l'associer dans l'entrejeu à Ibrahima Diallo, recrue estivale après une première pige en prêt la saison dernière. En équipe nationale, Haris

Belkebla (25 ans) avait honoré sa première sélection en 2016 avec les espoirs, à l'occasion des Jeux Olympiques de Rio. Le 30 mai dernier, Belkebla est retenu dans la liste des 23 joueurs convoqués pour représenter l'Algérie à la Coupe d'Afrique des nations (CAN) en Egypte (21 juin-19 juillet), sous la coupe du sélectionneur Djamel Belmadi, mais le 11 juin, à quelques jours du coup d'envoi de la compétition, il est renvoyé de l'équipe et privé de CAN pour des raisons disciplinaires. Il a été remplacé par l'attaquant de Montpellier (Ligue 1 française) Andy Delort.

Galatasaray

Feghouli démarre la préparation

Le milieu international algérien de Galatasaray (première division turque de football), Sofiane Feghouli, a repris vendredi les entraînements avec son équipe, rapporte samedi des médias locaux. Feghouli (29 ans), auteur d'une belle saison l'année dernière avec son club a repris donc du service après avoir bénéficié d'un temps de repos bien mérité

après le sacre africain remporté en Egypte. Sofiane Feghouli avait publié hier une photo de lui à l'entraînement sur son compte twitter ou il avait titré : "heureux d'être de retour". Même chose pour son coéquipier en sélection, Ryad Mahrez, qui a repris, lui aussi, les entraînements avec Manchester City (Premier League anglaise).

Jeux Africains 2019 (Dames/U-20)

Les Algériennes préparent le rendez-vous de Rabat



L'équipe nationale de football féminine des moins de 20 ans (U-20), a entamé jeudi son dernier stage préparatoire au Centre technique national de Sidi Moussa, en vue des Jeux Africains prévus à Rabat (Maroc) du 19 au 31 août, a annoncé la Fédération algérienne (FAF) sur son site officiel. Le staff technique conduit par la sélectionneuse nationale Naïma Laouadi a convoqué 20 joueuses pour ce stage, dont 7 évoluant à l'étranger. Le départ pour Rabat est prévu le 14 août, précise la même source. Aux Jeux africains, les Algériennes évolueront dans le groupe A, en compagnie du Maroc (pays organisateur), du Mali et de la Guinée équatoriale. Le groupe B est composé, quant à lui, du Cameroun, de la Zambie, de l'Afrique du Sud, et du Nigeria. Les Algériennes entreront en lice le 17 août face au Maroc au stade Boubker Ammar à Salé (17h00), avant de défier le Mali le 20 août au même stade (17h00), puis la Guinée équatoriale le 23 août au stade de l'Académie Mohamed VI (16h30). Les deux premiers de chaque groupe se qualifient pour les demi-finales prévues le 27 août, alors que le match pour la 3e place et la finale se joueront le 29 août au stade Boubker Ammar à Salé respectivement à 17h00 et 20h00.

Liste des 20 joueuses :
NEFIDSA Khadidja (ASE Alger-Centre), AZIB Imene (ASE Alger-

Centre), BAHRI Ikram (ASE Alger-Centre), MOUDJER Nihad (Alger-Centre), AYADI Ghania Djema (ES Maghnia), RABHI Assia (CF Akbou), DJERNINE Melissa (CF Akbou), DAOUI Ferial (FC Constantine), ALOUACHE Ouassila (NE Bouira), BOUKRAA DJELLOUL SAYEH Zineb (JF Khroub), AGGAD Zohra (JF Khroub), BENSENOUCI Abba (INTISSAR ORAN), AHMED FOITIH Farida (INTISSAR ORAN), OULARBI Naila Anais Notre Dame de Grâce /Canada), BEKHTI Nassima (Issy les Moulineaux /France), LIRATNIA Nada Rania (Issy les Moulineaux /France), SEGHIRI Ines (Issy les Moulineaux /France), TOUMI Camélia (Issy les Moulineaux /France), SALAH Amel (FC Tarascon / France), KHELLAS Armelle (FC LION /France).

La JS Kabylie et le CR Belouizdad (Ligue 1 de football), ont fait match (1-1), vendredi lors d'une rencontre amicale disputée au stade du 1er novembre de Tizi-Ouzou, à l'occasion du 73e anniversaire de la formation kabyle. Dans une partie qui s'est jouée à huis-clos, ce sont les visiteurs qui ont ouvert le score juste avant la pause par l'entremise de Keddad. Tafni a remis les pendules à l'heure en seconde période. Ce match entre dans le cadre des préparatifs de la nouvelle saison pour les deux équipes, la JS Kabylie se prépare pour son match aller du tour préliminaire de la ligue des champions face à Al-Merrikh le 9 août, alors que le CR Belouizdad va croiser le fer avec

MC Alger

Casoni souhaite concurrencer sur les trois fronts

Le coach français du Mouloudia d'Alger, Bernard Casoni, a affirmé qu'il souhaite concurrencer à fond sur les trois fronts sur lesquels le club algérois est engagé cette saison, à savoir le championnat national et la Coupe d'Algérie, en plus de la Coupe arabe des clubs.

Par Mahfoud M.

Il faut savoir que nous ne sommes pas des magiciens pour promettre quoi que ce soit et dire que le Mouloudia est revenue en force et fera des merveilles dès le départ, mais une chose est sûre on se battra à fond", dira le coach des Verts et Rouge. Ce dernier dira que son équipe se donnera à fond et tentera de faire tout ce qui est en son possible pour remporter le maximum de matchs et donc concurrencer à fond sur les trois fronts. Casoni avouera, par ailleurs, que son équipe travaille d'arrache pied pour être prête pour la saison prochaine, sachant que tous les joueurs se donnent à fond.

Le premier responsable du staff technique du Doyen pense aussi que tous les nouveaux joueurs se sont bien adaptés et se donnent à fond pour réussir, d'autant plus qu'ils sont conscients de ce qui les attend et connaissent l'environnement de ce club qui reste exigeant et demande plus de l'équipe la plus populaire d'Algérie. Casoni relèvera qu'il n'y a pas un joueur plus important que l'autre mais ce qui l'emporte plus c'est la qualité du joueur et sa capacité à apporter ce plus qu'on attend de lui. Le coach du Mouloudia s'est dit désolé du fait qu'il n'avait pas pu avoir tout l'effectif à sa disposition avec l'absence d'un certain nombre d'éléments. Malgré cela il essaiera de faire rattraper le retard aux joueurs qui étaient absents lors des derniers entraînements.

Pour ce qui est des prochains matchs amicaux, Casoni dira que les deux prochains matchs, respectivement, face à l'ASAM et le PAC



Casoni reste confiant

sont très importants car ils permettront à l'équipe de corriger certaines erreurs surtout dans certains compartiments qui nécessitent des réglages. Enfin, l'entraîneur du MCA demandera aux supporters d'être

patients à l'égard de leur équipe, car il faudra au moins trois ou quatre mois pour que l'équipe arrive à son rythme de croisière et améliore son rendement.

M. M.

Plus gros transferts de l'histoire du Championnat d'Angleterre Mahrez occupe la neuvième place

L'international algérien Ryad Mahrez occupe la 9e place des plus gros transferts de l'histoire du Championnat d'Angleterre de football (Premier League), avec son transfert de Leicester à Manchester City, pour la somme de 67,8 millions d'euros, a révélé le site Transfermarkt. Mahrez, vainqueur de la Coupe d'Afrique des Nations-2019 en Egypte, le second sacre de l'Algérie après 29 ans du premier sacre en 1990, figure dans le Top 5 des plus gros

transferts africains de l'histoire et occupe la seconde position, après l'ailier ivoirien Nicolas Pépé, transféré à Arsenal pour cinq ans et contre une enveloppe de 80 millions d'euros.

Ces sommes confirment que la Premier League, souvent considérée comme étant l'un des championnats les plus spectaculaires d'Europe, elle est également l'un des championnats les plus actifs sur le marché des transferts. En effet, il n'est pas rare de voir des

transactions démesurées se produire en Angleterre, notamment grâce à des droits TV importants.

Il a repris l'entraînement avec les Citizens

Par ailleurs, le capitaine des Verts, a repris l'entraînement vendredi avec son club Manchester City, à deux jours du match du "Community Shield" (Supercoupe d'Angleterre), ce dimanche face à Liverpool au stade de Wembley. Deux semaines après le titre continental remporté par l'Algérie à la CAN-2019 disputée en Egypte, Mahrez retrouve les "Citizens" après avoir bénéficié d'un repos supplémentaire au même titre que les autres internationaux algériens ayant pris part au tournoi africain.

L'ailier droit des "Verts" a effectué une séance d'entraînement sous la conduite de Pep Guardiola, selon une vidéo postée par le club champion d'Angleterre sur son compte officiel Instagram. Son coéquipier l'international français Benjamin Mendy lui a rendu hommage en postant également une vidéo sur le même réseau social intitulée "Champion is back : le champion est de retour".

Match amical

La JSK et le CRB font match nul

L'AS Coton du Tchad en Coupe de la CAF, le 10 août prochain. La JSK qui a recruté 11 joueurs en a aligné quatre, à savoir Bencherifa (CSC), Addadi au milieu ainsi que Bounoua (USMBA) et Banouh (ESS) en attaque. Dans les buts, Benbot a remplacé Salhi blessé et quasi-forfait pour le match de Coupe d'Afrique, tout comme l'arrière gauche Toufik Zeghdane qui a appris hier qu'il n'est pas qualifié à cause d'un oubli administratif. Pour le CR Belouizdad, sur 10 recrues il y avait trois nouveaux alignés d'entrée, à savoir le gardien Gaya Merbah (NAHD) et le duo de l'USM Bel Abbes, Tabti et Belahouel en attaque.

Sièges de Sûreté nationale Le ministre de l'Intérieur appelle à améliorer les conditions d'accueil des citoyens

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Salaheddine Dahmoune a appelé, hier depuis Ghardaïa, à l'amélioration des conditions d'accueil des citoyens au niveau des sièges de Sûreté à travers l'ensemble du territoire national. Accompagné du directeur général de la Sûreté nationale, Abdelkader Kara Bouhadba, le ministre qui procédait à la mise en service du siège de sûreté de daïra dans la commune de Mansoura et de deux autres à Zelfana et Bounoura, a appelé à «l'amélioration des conditions d'accueil des citoyens au niveau des sièges de la police qui doivent être au service du peuple», ajoutant que «le règlement des problèmes des citoyens commence d'abord par un bon accueil».

Après avoir préconisé «l'humanisation» du corps de police, il a affirmé que «le citoyen exige d'être respecté par les forces de sécurité».

Dans le même sillage, le ministre a souligné que son département «a adopté une nouvelle méthode dans le traitement des citoyens à travers l'élaboration de questionnaires pour l'évaluation du service offert, l'obtention de renseignements en temps réel et l'adaptation avec les différentes demandes et l'amélioration du service public». A ce propos, le ministre a distribué des questionnaires concernant la saison estivale sur près de 30 000 citoyens, outre un questionnaire distribué aux hadjis en vue d'améliorer les services offerts durant l'accomplissement des rites du Hadj.

Un questionnaire en cours d'élaboration sera distribué aux parents d'élèves durant la prochaine rentrée scolaire en vue d'améliorer les méthodes de gestion au niveau de 19 000 écoles gérées par le secteur actuellement. Le ministre a appelé à la généralisation de la distribution des questionnaires au niveau des différents sièges de Sûreté dans le but d'améliorer la performance du corps de police.

Par ailleurs, le ministre a évoqué «de nouvelles missions pour les forces de police à travers l'accompagnement des citoyens dans le domaine sanitaire en leur offrant les premiers secours», affirmant qu'une convention a été signée avec le ministère de la santé afin de former les éléments de la police dans le domaine des premiers secours, étant donné que les services de police, a-t-il dit «sont les premiers à arriver sur les lieux des accidents et des catastrophes naturelles et qu'ils peuvent sauver plusieurs vies». De son côté, le directeur général de la Sûreté nationale a appelé à l'utilisation de l'énergie solaire dans les nouveaux projets afin de faire baisser la facture de la consommation d'électricité, soulignant que 70% des factures d'électricité dans les communes sont consommés par les mosquées, les écoles, les administrations et l'éclairage public.

T. M.



Après le décès de deux parturientes Audit à l'hôpital Mère-Enfant de M'Sila



Une mission d'accompagnement se trouve depuis jeudi au sein de l'Établissement hospitalier spécialisé Mère-Enfant de M'Sila, dans le cadre de la prise en charge de la femme gestante au niveau de cette wilaya, indique hier, un communiqué du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Prévue pour plusieurs jours, cette mission est «assurée par le professeur, chef de service gynéco-obstétrique du CHU de Blida et son équipe, ainsi que le chef de service de gynéco-obstétrique du CHU de Sétif», précise le communiqué.

Elle permettra de «faire un audit précis relatif aux insuffisances de cet établissement, de proposer et mettre en place un dispositif afin

d'améliorer son organisation et renforcer la coordination avec les autres établissements de la wilaya qui prennent en charge la femme gestante, ainsi qu'avec le CHU de Sétif pour la prise en charge des femmes à haut risque, ce qui permettra de renforcer le réseau de prise en charge de la femme gestante au niveau local et régional».

Cette mission «sera suivie par d'autres missions d'audit et d'accompagnement par les équipes des centres hospitaliers de Blida et de Sétif, afin d'évaluer l'état de mise en oeuvre et renforcer la mise en application d'un réseau efficace de prise en charge de la femme gestante au niveau de la wilaya de M'Sila», souligne la même source.

H. T.

Tamanrasset

Un terroriste se rend aux autorités militaires

Un terroriste en possession d'un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, trois chargeurs garnis de munitions et de deux grenades, s'est rendu vendredi aux autorités militaires à Tamanrasset, indique hier, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts des forces de l'Armée nationale populaire, un terroriste s'est rendu, hier, aux autorités militaires à

Tamanrasset, dans la 6^{ème} Région militaire. Il s'agit du nommé Cherif Ali, dit Abou Mohamed. Ledit terroriste, qui avait rallié les groupes terroristes en 2016, était en possession d'un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, trois chargeurs garnis de munitions et deux grenades», précise-t-on de même source.

«Ces résultats réitérent l'efficacité de l'approche adoptée par le Haut commandement de l'Armée nationale populaire pour venir à

bout du fléau du terrorisme et faire régner la sécurité et la quiétude dans tout le pays», souligne le communiqué.

Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre le crime organisé, un détachement de l'ANP «a saisi, à Djanet (4^{ème} RM), deux marteaux-piqueurs et un groupe électrogène», tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale «ont arrêté, à Tébessa (5^{ème} RM), deux narcotrafiquants et saisi 4 kg de cannabis et 980 grammes de poudre noire».

H. M.

ACTU...

Accidents de la circulation Des morts et des blessés

Trois personnes ont trouvé la mort et cinq autres ont été blessées dans trois accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 24 heures au niveau national, selon un bilan rendu public hier, par les services de la Protection civile.

Selon le même bilan, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 72 incendies, dont 14 incendies de forêts, 14 de maquis, 21 de broussailles, ainsi que six incendies ayant ravagé des récoltes. Ces incendies ont détruit 193 ha de forêts, 256 ha de maquis, 2 ha d'orge, 226 de surface broussailles, 7 578 arbres fruitiers, 3 440 bottes de foin et 200 palmerais.

Par ailleurs, deux personnes sont mortes noyées en mer à Mostaganem dans des zones interdites à la baignade, tandis que deux autres personnes ont trouvé la mort dans une mare d'eau à Tiaret et M'sila, précise la même source.

D. T.

Avant le 30 septembre Les commerçants appelés à modifier leurs extraits de registres de commerce

Le délai fixé pour la modification des extraits de registre de commerce sur la base de l'introduction du code électronique (RCE) a été, exceptionnellement reporté au 30 septembre 2019 en faveur des commerçants n'ayant pas effectué encore cette opération, a indiqué un communiqué du Centre national du registre du commerce (Cnrc).

«Suite à la décision du ministre du commerce, le Cnrc informe l'ensemble des commerçants inscrits au registre de commerce et n'ayant pas modifié leurs extraits de registre de commerce sur la base de l'introduction du code électronique (RCE), que le dernier délai fixé pour la modification des extraits de registre de commerce a été reporté exceptionnellement au 30 septembre 2019», souligne la même source.

H. T.

Libye Neuf morts dans des combats au sud de Tripoli

Au moins neuf soldats du gouvernement libyen d'union nationale (GNA) ont été tués, jeudi au sud de Tripoli, lors d'affrontements avec les forces du général à la retraite, Khalifa Haftar, a déclaré le porte-parole des forces du GNA, Moustapha Al-Mejji.

«Cinq combattants ont été tués lors d'un raid aérien jeudi à l'aube et quatre autres pendant les affrontements avec les forces pro-Haftar», a précisé M. Al-Mejji, notant que les forces du maréchal Haftar ont subi également des pertes.

Le porte-parole a de même souligné que les forces pro-GNA «ont mené une opération spéciale dans les secteurs d'al-Yarmouk et Salaheddine», en banlieue sud de Tripoli, et ont «repris le contrôle de positions importantes aux forces de Haftar». Six membres pro-Haftar ont été capturés, a-t-il dit.

Les Nations unies, l'Union européenne et de nombreux autres pays ont condamné l'action militaire des forces de Haftar et l'ont considérée comme une atteinte à tous les efforts déployés pour parvenir à une solution politique en Libye qui mettrait fin à la crise dont s'engouffre le pays depuis 2011.

Selon un dernier bilan de l'Organisation mondiale de la santé, les combats aux abords de Tripoli ont fait 1 093 morts et 5 752 blessés, ainsi que plus de 100 000 déplacés.

H. Y.